



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, tests publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30.

CONFLITS ETHNO-POLITIQUES URBAINS

AU ZAIRE 1957-1965

Par

MUSENE SANTINI Be-Lasayon

*These présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures et de la
Recherche de l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention
du grade de Maîtrise (M.A.) en Sociologie.*

Ottawa, Ontario, Canada, 1987



Be-Lasayon Musene Santini, Ottawa, Canada, 1987.

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-40724-7



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

DEDICACE

A Nzenze Musene, ma très chère épouse,
A Ley Musene, ma très chère fille,
A Santini Musene Jr, mon très cher fils,
Je dédie cette thèse pour le long sacrifice
Qu'ils ont enduré durant mon second séjour
d'études au Canada

REMERCIEMENTS

Nos profonds et sincères remerciements s'adressent d'abord aux professeurs Victor M.P. Da Rosa qui, doté d'une patience et d'une compréhension indescriptibles, a bien voulu diriger cette thèse, et Yvon J. Thériault qui nous a prodigué, tout au long de ce travail, de précieux conseils. Les mêmes remerciements s'adressent aussi aux membres du jury, les professeurs Jean Lapointe (président), José Havet et Yvon J. Thériault pour leur compréhension.

Nos remerciements vont ensuite au Département de Sociologie et à l'Ecole des Etudes Supérieures et de la Recherche de l'Université d'Ottawa pour nous avoir fourni la bourse spéciale qui nous a permis d'accomplir notre programme de maîtrise.

Nous exprimons également notre profonde et sincère gratitude à l'Eglise du Christ au Zaïre et particulièrement à son Président l'Evêque I.B. Bokoleale, qui n'a cessé, depuis 1981, de nous soutenir dans nos études universitaires en nous procurant des bourses auprès de la "World Association for Christian Communication" (Londres), de l'Eglise Unie du Canada (Toronto), de l'Etraide Protestante suisse aux Eglises et aux Réfugiés (Zurich et Lausanne) et de la Fédération Luthérienne Mondiale (Genève). A tous ces organismes, et spécialement à leurs représentants respectifs M. Ramon Orellana, Rév. Jim Kirkwood, Dr Hans Schaffert, et M. Paul Eberhard, nous disons grand merci.

Nous adressons, par ailleurs, nos remerciements à son Excellence Bukasa Muteba, Ambassadeur du Zaïre au Canada, et au Citoyen Mirindi Mongane, Conseiller d'Ambassade qui, pour avoir vécu personnellement certains des grands conflits ethno-politiques urbains que nous analysons ici, nous ont apporté une aide précieuse en relisant l'un ou l'autre chapitre de ce travail.

Nous ne pouvons clôturer ce chapitre sans exprimer notre profonde et sincère reconnaissance envers notre oncle Kiolo Nkuma Otiniel, le pilier de notre avenir, et envers tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, nous ont assisté dans l'élaboration de cette thèse.

TABLE DES MATIERES

	<i>pages</i>
INTRODUCTION	
La question sociologique et l'hypothèse	2
Les étapes pratiques de l'étude	5
La revue de la littérature	9
 CHAP. I - CADRES THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE	
1 - Cadre théorique	13
1:1 La contradiction au coeur de tout	14
1:2 Des spécificités du cas zaïrois	19
2 - Cadre méthodologique	22
 CHAP. II - DEFINITION ET EXPLICATION DES TERMES CLES	
1 - Querelles autour de groupe ethnique...	25
2 - En pleine société coloniale	30
 CHAP. III - UN ETAT FABRIQUE DANS LA VIOLENCE	
1 - Une mosaïque de peuples	38
2 - Des violences aliénantes	41
 CHAP. IV - DISTINGUER POUR DIVISER	
1 - Les contre-vérités des scientifiques sociaux coloniaux	47
1:1 Ni un chaos permanent, ni une harmonie parfaite	47
1:2 L'inadaptabilité à la société coloniale, un minable argument	52
2 - La division ethnique, une stratégie politique	57

2:1	Dépendance commune, solidarité des opprimés	59
2:2	Une stratégie: abaisser les uns, élever les autres	63
3 -	Luluabourg, un cas unique en son genre	79
3:1	Une ethnie divisée; la solidarité brisée	80
3:2	Deux classes ethniques antagoniques	83
4 -	Exclusion mutuelle feutrée des classes ethniques	96

CHAP. V - DES COLLISIONS EN CASCADE

1 -	Des affrontements aigus	99
1:1	Une opposition ouvertement politique	105
1:2	La lutte gagne en âpreté	108
1:3	Réfugiés dans leur propre pays	113
2 -	Contamination de la totalité sociale	116

CONCLUSION - DES DIFFERENCES MODERNES	119
---------------------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	130
---------------	-----

INTRODUCTION

1959-1965. Les centres urbains du Zaïre, l'ex. Congo belge, Congo Léopoldville, République Démocratique du Congo, projettent des flammes destructrices, des images horribles, du spectacle de mauvais goût... Ils se trouvent, devant la perspective de l'indépendance, durant et après celle-ci, en pleine effervescence ethno-politique. En effet, les principaux groupes ethniques qui, jusqu'en 1959, cohabitaient pacifiquement à Léopoldville, à Elisabethville, à Luluabourg, à Bukavu, à Stanleyville, à Coquilhatville, à Jadotville¹, etc. se dressent les uns contre les autres, s'affrontent et s'entretuent!

Ces conflits ethno-politiques urbains mettent aux prises les groupes ethniques dominés et dominants, c'est-à-dire les groupes sociaux fondamentaux tels les Bashi et les Bakusu à Bukavu. Autrement dit, les groupes ethniques qui, en tant qu'auxiliaires directs et privilégiés du triumvirat colonial², ont largement profité de la colonisation et de la modernisation et qui, de ce fait, se croient les héritiers légitimes de l'ancien détenteur du pouvoir, tiennent à sauvegarder et à étendre leur hégémonie dans toutes les pratiques sociales, d'une part et ceux qui

¹ Ces villes ont changé de nom, soit en 1966, soit en 1971, suite à la politique de recours à l'authenticité prônée au Zaïre. Ainsi, Léopoldville est devenue Kinshasa; Elisabethville, Lubumbashi; Luluabourg, Kananga; Stanleyville, Kisangani; Coquilhatville, Mbandaka et Jadotville, Likasi. Pour rester fidèle à l'histoire, nous utiliserons souvent leurs anciens noms.

² Sont désignés sous ce vocable l'administration coloniale, les colons et les missionnaires, spécialement catholiques, détenteurs de pouvoirs politique, économique et idéologique.

croient avoir le plus subi la longue oppression du triumvirat colonial et qui veulent accéder, eux aussi, à la même hégémonie.

Dans la plupart des centres urbains et plus particulièrement dans tous les chef-lieux des six provinces de l'époque coloniale³, écrit Samba Kaputo (1975:11), "la compétition pour le pouvoir devient une question de vie ou de mort".

La question sociologique et l'hypothèse

Comment comprendre et expliquer, sociologiquement, l'apparition de ces conflits ethno-politiques qui dépeuplent, de 1959 à 1965, bon nombre de villes congolaises? Constitueraient-ils, dirions-nous avec Samba — Kaputo (1975:3), la réapparition brutale des sentiments précoloniaux d'hostilité, entre certains groupes ethniques, et dont le colonisateur aurait réussi à mater durant son règne? Découleraient-ils des contradictions sociales de la société coloniale qui distribuait les richesses, les pouvoirs et les statuts sociaux d'une manière très inégalitaire entre les régions et surtout entre les divers groupes ethniques du Congo?

Il nous semble que ces conflits ethno-politiques, qui se déclenchent à la veille de l'émancipation politique du Zaïre alors Congo belge,

³ Léopoldville: Chef-lieu Léopoldville; Katanga: Elisabethville; Province Orientale: Stanleyville; Kivu: Bukavu; Kasai: Luluabourg; Equateur: Coquilhatville.

trouvent leur explication globale dans la société coloniale. Et, à travers cette dernière, à la modernisation. Qu'est-ce à dire?

En effet, la ville, en tant que phénomène social total, est le bastion des instances économique, politico-juridique et idéologique. Or, il se fait que, dans toutes ces pratiques sociales, les groupes ethniques immigrés dominent les groupes ethniques autochtones. Les premiers, "étrangers" et souvent minoritaires numériquement et majoritaires sociologiquement, constituent l'élite, le sommet de la pyramide sociale de la société colonisée. C'est le cas de Bakusu à Bukavu, des Batetela-Ekonda à Lodja... Les seconds, propriétaires du sol et souvent majoritaires numériquement, sont cantonnés au bas de l'échelle sociale et forment la masse. C'est la situation que vivent les Lûlua à Luluabourg, les Tabwa à Kirungu, etc.

La stratégie est simple: dans la majorité des villes et des centres extracoutumiers⁴, et surtout dans les chef-lieux des provinces et des districts, le triumvirat colonial met "l'étranger" sur le piédestal et tient l'autochtone à la base (Samba 1975:11; Ziegler 1978:54). En procédant ainsi, le triumvirat colonial crée des différenciations sociales, des classes ethniques et provoque l'éruption des consciences ethniques antinomiques qui aboutiront aux antagonismes ethno-politiques post-coloniaux.

⁴ Ce sont, à l'ère coloniale, des agglomérations humaines intermédiaires entre les villages et les petites villes et où l'on trouve quelques activités économiques ou politiques.

Devant toutes ces situations potentiellement conflictuelles, susceptibles d'engendrer des explosions sociales, le triumvirat colonial se comporte en innocent et se pose en arbitre. Mais, en réalité, il est, discrètement, dans la mêlée, aux côtés d'une des parties, selon les circonstances et les lieux. Il est, en tant que tireur des ficelles et distributeur des statuts sociaux, le véritable créateur et manipulateur de ces bombes à retardement que sont les différenciations et discriminations sociales fondées sur l'ethnicité (Kanza 1959:27; Merlier 1962:77; Young 1968:107).

Au cours des années cinquante et particulièrement à partir de 1959, les principaux groupes ethniques antagoniques acquièrent, par une pratique historique de lutte urbaine qui s'étendra au niveau de la totalité sociale, une claire conscience de classe. Celle-ci, qui les fera intervenir dans l'histoire comme facteurs de conservation et de progrès, les divise devant la classe capitaliste coloniale⁵ et les oppose entre eux. Ces luttes ethno-politiques urbaines, déclenchées en 1959, s'estomperont en 1965.

Voilà déterminé et précisé l'objet de notre étude: le phénomène de conflits ethno-politiques urbains qui a fortement contribué à la

⁵ La "classe capitaliste coloniale" équivaut au triumvirat colonial qui est le détenteur unique du pouvoir économique, politique et idéologique. Dans certains passages, nous utiliserons les expressions "trinité coloniale", "trinité impérialiste" ou "classe impériale-capitaliste" pour dire la même chose.

désintégration de l'Etat congolais nouvellement indépendant. Notre objectif principal est, dans ce travail, de saisir et d'expliquer, sociologiquement, l'émergence des groupes sociaux antagoniques, conflictuels et l'action par laquelle ces derniers entraînent des changements structurels dans le système social implanté au Congo. - Mais comment allons-nous procéder pour atteindre cet objectif?

Les étapes pratiques de l'étude

Nous étudierons plus précisément la période allant de 1957 à 1965. Et ce, avec une insistance particulière sur les années 1959-1965. Pourquoi insister sur les sept dernières années de cet espace temporel? Pourquoi 1957, 1959 et 1965?

1957 représente le moment de la manifestation, par les Congolais urbanisés, d'une certaine conscience politique. Celle-ci s'accompagne d'une forte expression de la conscience ethnique. En effet, durant 72 ans, soit de 1885 à 1957, les Congolais sont complètement privés de droits politiques (Bouvier 1965:11-15; Merlier 1962:251). Puis, brusquement, la puissance coloniale décide de réformer, en mars et mai 1957, le statut des villes congolaises et d'y organiser, la même année, les toutes premières élections dans les communes noires (Young 1968:80) de Léopoldville, Elisabethville et de Jadotville. Surprise: les Congolais participent massivement et activement à ces élections qui constituent un tournant historique dans leur vie de colonisés. Ils deviennent pleinement conscients des enjeux politiques (Verhaegen 1975:24).

Et, comme il fallait s'y attendre, en l'absence de partis politiques, mais en présence des associations ethniques dont l'administration coloniale autorise la création depuis 1945, le facteur ethnique domine et détermine l'issue de ce premier test politique (Young 1968:80).

1959-1965, c'est la période au cours de laquelle le Congo des villes se trouve en pleine effervescence ethno-politique et sombre dans la violence meurtrière. 1959, c'est l'année du déclenchement du plus important conflit ethno-politique qu'ait connu le Congo. Il s'agit du conflit Baluba-Lulua qui, parti de Luluabourg au Kasai, influence dangereusement toutes les villes principales du Congo de l'époque. 1965 représente la sortie du tunnel, de la longue nuit des émeutes ethno-politiques urbaines, l'aurore.

Revenons aux cinq étapes principales que comportera ce travail. Le premier chapitre sera consacré aux cadres théorique et méthodologique. Nous nous mettrons dans le cadre du matérialisme dialectique de Karl Marx et Friedrich Engels, qui nous permettra d'étudier la période choisie (1957-1965) comme totalité concrète. Car, la clairvoyance des acteurs socio-historiques que sont, dans le cas qui nous préoccupe, les groupes ethniques dominés et dominants, se fonde sur les pratiques sociales: économiques, politiques et idéologiques. Il nous faudra donc remonter le cours de l'histoire socio-politique zaïroise pour saisir ces pratiques sociales.

7

Le matérialisme dialectique, en tant que l'une des grandes théories et méthodes de la sociologie des conflits, nous aidera à découvrir les contradictions de la société coloniale et à expliquer les conflits ethno-politiques urbains survenus au Zaïre de 1959 à 1965 et les changements qu'ils ont entraînés.

Notre méthode sera essentiellement documentaire. C'est-à-dire que ce travail est fait à partir des documents de seconde main. Et il ne nous a pas toujours été facile de nous procurer tous les documents indispensables. Cependant, grâce au service de prêt inter-bibliothèques de l'Université d'Ottawa, nous avons pu obtenir nombre de documents qui nous ont permis de rédiger cette étude.

Nous essayerons, dans le deuxième chapitre, de saisir, dans tous leurs fondements, tous les concepts susceptibles de faciliter la compréhension de nos propos. Nous ne retiendrons ici que les définitions et explications qui cadrent le mieux avec le problème que nous tentons d'étudier.

8

Nous ferons, dans le troisième chapitre, un bref historique du Zaïre, en insistant particulièrement sur son histoire socio-politique. Celle-ci pourrait nous révéler la situation ethno-politique de ce pays avant, pendant et après la colonisation. Cela nous ramènera nécessairement à la période précoloniale et coloniale.

En quatrième lieu, nous étudierons les années 1957-1965 comme

totalité concrète. Cela voudrait dire que nous étudierons l'organisation de la production et surtout la distribution des pouvoirs à un niveau déterminé du développement social et enfin les rapports sociaux réels et les intérêts de groupes et de classes qui en découlent. Il s'agira, en clair, de découvrir ici la situation de classe des principaux groupes ethniques dans l'ensemble des pratiques sociales de l'époque et, surtout, la politique coloniale en matière d'ethnicité.

Nous étudierons, dans la cinquième et dernière partie, les conséquences sociales de la politique ethnique coloniale, à partir de 1959 (veille de l'indépendance). Et ce, particulièrement quand les principaux groupes ethniques, envisageant l'indépendance en fonction de leur place dans l'ensemble des pratiques sociales, deviennent très sensibles aux inégalités des possibilités d'épanouissement qui pouvaient exister entre eux et déclenchent des luttes de classes qu'on qualifiera de conflits ethno-politiques urbains. Ceux-ci trouvent leur expression suprême dans le conflit Baluba-Lulua qui servira, dans cette étude, d'illustration principale. Car, ce conflit, parti de Luluabourg (Kananga) en 1959, a été ressenti dans les villes principales du pays et a eu une influence déterminante dans le déclenchement et la généralisation des conflits ethno-politiques urbains vécus au Zaïre. Cette contamination a été occasionnée, outre l'ampleur du conflit, par sa durée (3 ans).

Nous tirerons, enfin, les conclusions qui s'imposeront. Cependant, le sujet étant complexe et vu l'insuffisance de la documentation, nous ne l'épuiserons probablement pas. Nous laisserons donc la piste ouverte.

Mais avec quoi monterons-nous alors ce projet?

La revue de la littérature scientifique

Malgré l'ampleur de ces conflits ethno-politiques, malgré les marques indélébiles qu'ils ont laissées dans l'esprit de nombreux citoyens et dans l'histoire du Zaïre, aucun livre, à notre connaissance, ne leur a été particulièrement consacré.

Néanmoins, nous avons réussi à mettre la main sur un livre et un article qui traitent spécialement de ces violences ethno-politiques qu'ont vécues les citoyens zaïrois de 1957 à 1965. Il s'agit de Baluba et Lulua: une ethnie à la recherche d'un nouvel équilibre de Mabika Kalanda (1970) et de "Phénomène d'ethnicité et conflits ethno-politiques dans les centres urbains du Zaïre" de Samba Kaputo (1975). Le livre de Mabika Kalanda, devenu classique, décrit la genèse, le développement, le déroulement et l'évanouissement du plus grand conflit ethno-politique qu'ait connu le Zaïre. Celui qui a opposé, de 1959 à 1962, les Baluba aux Lulua à Luluabourg, dans toute l'ancienne province du Kasaï et partout où ils se retrouvaient. Mais l'auteur ne traite pas des autres conflits du même genre qui ont éclaté dans d'autres provinces.

Samba Kaputo, par contre, passe au crible, dans son article, tous les

* Nous émettons une réserve à cette affirmation. Car, il se pourrait que nous ne soyons pas encore au courant de l'existence d'un tel livre.

conflits ethno-politiques importants qu'a connus le Zaïre. Etant un article général sur le sujet, il ne peut être, malgré sa rigueur scientifique, que sommaire, schématique et incomplet.

Hormis le livre et l'article précités, tous les ouvrages généraux traitant de l'histoire socio-politique du Zaïre comportent des chapitres entiers ou de longs passages consacrés à ce problème de conflit ethno-politique. L'Introduction à la politique congolaise de Crawford Young (1968) demeure, à notre avis, le plus important de tous. Publié conjointement par le Centre de Recherche et d'Informations Socio-Politiques de Bruxelles et les Presses Universitaires du Congo, l'auteur y fait une description scrupuleuse de la situation socio-politique zaïroise, de l'implantation coloniale jusqu'en 1965.

Michel Merlier (1962) traite des expropriations foncières, de l'urbanisation et de la prolétarianisation des paysans d'origines culturelles diverses en insistant sur la formation de nouvelles classes sociales antagoniques dans les villes et sur l'essor et le déclin du mouvement révolutionnaire. Son livre s'intitule Le Congo: de la colonisation belge à l'indépendance.

Paule Bouvier (1965) fait, quant à elle, une analyse sociologique des facteurs sociaux et humains qui ont conduit à l'indépendance du Zaïre. Elle étudie aussi les caractéristiques et les tendances idéologiques des groupements politiques congolais. Son livre a pour titre: L'accession du Congo belge à l'indépendance.

Dans Fin de la souveraineté belge au Congo, le professeur W.F. Ganshof Van Der Meersch (1963), ancien ministre des affaires générales de l'Afrique belge, décrit les conditions socio-politiques dans lesquelles la Belgique laisse sa colonie. Il y annonce des conflits latents et traite largement du différend Baluba-Lulua.

Le premier universitaire congolais, Thomas R. Kanza (1959) accuse, preuves à l'appui, dans Le Congo à la veille de l'indépendance, la Belgique d'avoir mené une politique systématique de division au Congo. Il y dénonce aussi l'impréparation politique des congolais.

Outre ces livres qui constituent la base de notre documentation, nous utiliserons beaucoup d'autres ouvrages et articles qui sont, d'une manière ou d'une autre, en rapport avec le sujet que nous traitons.

Quel pourrait être alors notre propre apport dans ce débat? Il consiste en deux points. Primo, tous les auteurs précités, à l'exception de Michel Merlier, ont fait des études fondamentalement descriptives, bien qu'elles soient parfois critiques. Nous voudrions, quant à nous, tenter de dépasser la simple description des faits pour passer à leur explication sociologique. Et ce, en nous fondant sur la structure de la société coloniale.

Secundo, nous espérons jetter, par ce travail, les bases d'une étude plus ou moins générale et plus ou moins complète sur le phénomène de

conflits ethno-politiques vécus au Zaïre. Un tel document semble être indispensable pour les ingénieurs sociaux que sont les constructeurs d'Etats ou de nations.

I = CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

1 = Cadre théorique

Pour mieux saisir et expliquer la tranche de l'histoire socio-politique congolaise ou zaïroise (1957-1965) que nous avons choisie d'étudier, il nous faudra la considérer comme totalité concrète. Autrement dit, nous considérerons toutes les instances sociales: économique, politique et idéologique. Mais la société congolaise, comme toute autre société, n'est pas que totalité. Elle est plus que la somme de ses différentes parties juxtaposées. Mieux, dirions-nous avec Margaret A. Coulson et Carol Riddell (1981:100), elle est l'ensemble de ses diverses composantes juxtaposées, plus la façon de les assembler, de les relier les unes aux autres, de les organiser.

C'est dire que pour mener cette étude, nous devons nous baser sur la structure sociale¹ du Zaïre de l'époque (Congo) et sur le type de rapports sociaux qui s'établissent entre les acteurs socio-historiques que sont la trinité impérialiste, les masses congolaises urbaines représentées, au début, par leurs élites et puis par les factions ethniques qui se disputent, par des affrontements aigus, le pouvoir politique de 1957 à 1965. Sans quoi, on ne comprendrait pas grand chose à la situation conflictuelle du Zaïre des villes des années susmentionnées.

¹ Marta Harnecker (1974:73) définit la structure sociale comme une totalité articulée composée d'un ensemble de rapports internes stables qui déterminent la fonction remplie par les éléments à l'intérieur de cette totalité.

L'approche théorique qui cerne le mieux ce genre de situations sociales est, selon nous, le matérialisme dialectique de Karl Marx et Friedrich Engels. Nous nous mettrons donc dans ce cadre théorique susceptible de nous aider à saisir et à expliquer les contradictions internes propres à la structure du Congo belge d'où semblent s'enraciner les conflits ethno-politiques post-coloniaux et les changements structurels que ces derniers ont occasionnés.

1:1 La contradiction au coeur de tout

Le matérialisme dialectique, nous rappellent Janine Brémond et Alain Geledan (1981:255), se fonde, en effet, sur les principes d'opposition, de totalité et d'identité. Pour Marx et Engels, la réalité sociale ne peut être appréhendée que comme totalité concrète articulée et composée de rapports fondamentaux qui s'instaurent entre ses divers éléments et qui déterminent ce que chaque partie a de spécifique. La société est donc une structure, un tout dont les éléments ne sont pas simplement juxtaposés mais se trouvent, au contraire, répartis selon une organisation d'ensemble (Harnacker 1974:71). Ainsi, nous ne pourrions mieux comprendre et expliquer les conflits ethno-politiques urbains survenus au Congo (Zaïre) qu'en considérant la société coloniale comme une structure où toutes les parties sont en rapports dynamiques. Car, par exemple, les Baluba, qui constituent la classe ethnique dominante de Luluabourg au Kasaï, ne prennent signification qu'en relation avec les groupes ethniques inferiorisés et dominés et principalement les Lulua.

Dans cette totalité, les relations entre les différents éléments sont déterminées par les contradictions et les antagonismes qui se développent inévitablement. Mais les contradictions fondamentales et dominantes sont d'ordre économique. C'est en étudiant les faits sociaux à partir des forces productives et particulièrement des rapports sociaux que nous découvrirons les facteurs structuraux des antagonismes ethnopolitiques qui se sont déroulés au Zaïre. Car, c'est dans leur opposition les uns aux autres que les Batetela-Ekonda et les Batetela-Eswe, qui s'affrontent à Lodja, se définissent, deviennent pleinement conscients de ce qu'ils représentent et envisagent l'avenir sous une nouvelle optique. Le terme principal de la contradiction, c'est-à-dire celui qui est appelé à provoquer la transformation de l'état existant décrié et à donner le jour à la synthèse dialectique est, dans tous les cas vécus au Zaïre, le groupe ethnique dominé. Dans l'exemple précité, ce sont les Batetela-Eswe qui le représentent.

Le dernier principe, celui d'identité, découle des deux premiers. Il énonce l'unité qu'il y a entre les termes contradictoires. Ainsi, les Bakongo et les Bangala, qui s'opposent à Léopoldville de 1954 à 1960, sans cesser de s'exclure, sont dans un rapport logiquement dialectique. Les uns peuvent devenir, pour un temps, les autres.

Voilà donc les trois lois de la dialectique: "loi du passage de la quantité à la qualité et inversement (totalité); loi de l'interpénétration des contraires (identité); loi de la négation de la négation (opposition)",

selon la formule de Friedrich Engels (in Fougeyrollas 1980:217).

Voilà donc comment Karl Marx et Friedrich Engels apportent, par leur théorie et méthode du matérialisme dialectique, nous suggère Pierre Fougeyrollas (1980:216-218), quatre contributions importantes à la sociologie des conflits. Primo, ils proclament sans détours (1978:33): "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes". Ils entendent, par là, que le conflit ou la contradiction est universelle, absolue. Elle existe dans tous les processus du développement des choses et des phénomènes. Inhérente à la nature et au fonctionnement de toute société constituée des êtres humains aux intérêts souvent antagoniques, elle pénètre chaque processus, du début à la fin. Les sociétés zaïroises précoloniales, coloniales et post-coloniales n'échappent pas à cette vérité implacable.

Secundo, Marx et Engels ont compris que les conflits sociaux, étant des conflits d'intérêts, opposent nécessairement, dans le mode de production capitaliste, deux classes fondamentales antagoniques: la bourgeoisie et le prolétariat (Harnegger 1974:157). La première tient au statu quo parce qu'il en profite, la seconde veut renverser, à tout prix, la situation. Au Zaïre de l'époque coloniale au cours de laquelle fermentent les conflits qui vont se déclencher à partir de 1959, la bourgeoisie est représentée par la classe capitaliste coloniale et le prolétariat par l'ensemble des travailleurs autochtones.

Cependant, si l'on tient compte uniquement de la société colonisée,

nous trouvons toujours, dans chaque capitale provinciale, au moins deux groupes ethniques antagoniques qui ont les caractéristiques de deux classes sociales dominante et dominée. A Bukavu et à Luluabourg, par exemple, les Bakusu et les Baluba dominent respectivement les Bashi et les Lulua dans toutes les pratiques sociales.

La domination des premiers sur les seconds ne tire pas sa source dans la propriété privée des grands moyens de production presque exclusivement détenus par la classe capitaliste coloniale. Elle ne réside pas non plus dans le contrôle du pouvoir d'Etat ou idéologique exercé par la même classe. Cette domination porte plutôt sur la détention, par ces groupes ethniques souvent immigrés, de la grande majorité des postes de prestige et de responsabilités réservés aux Congolais dans l'administration publique, les entreprises privées, les églises et l'enseignement.

Ainsi, quand nous ferons allusion à la bourgeoisie noire, il ne s'agira pas tellement de la grande bourgeoisie représentée par la trinité impérialiste (Administration coloniale - capital - église), mais de la petite bourgeoisie (Merlier 1962:191) ou la lumpen-bourgeoisie (Ziegler 1978:40)². Celle-ci se constitue des élites congolaises, agents du pouvoir colonial (politique, économique, idéologique): cadres subalternes de la fonction publique, des entreprises privées, assistants médicaux,

² Pure création du triumvirat colonial et son cheval de Troie, la lumpen-bourgeoisie n'a aucun pouvoir réel. Elle est simplement le bouc émissaire. Vr. Jean Ziegler, 1978.

agricoles, vétérinaires, sociaux et assistants pharmaciens, enseignants, clergé, etc. On y compte aussi quelques fermiers et commerçants congolais prospères. La majorité d'entre eux sortent des rangs des groupes ethniques favorisés et dominants.

Tertio, Marx et Engels ont parfaitement réalisé que le conflit ou la lutte de classes est, dans les sociétés de classes, le principal moteur de l'histoire (Harnacker 1974:183). En d'autres termes, c'est dans et par l'opposition, la contradiction, entre des groupes aux intérêts de classe divergents, que les structures sociales se transforment. C'est également par la pratique historique de lutte qu'ils ont entreprise contre les groupes ethniques supériorisés et dominants que les groupes ethniques infériorisés et dominés se sont inscrits, dans l'histoire de décolonisation du Zaïre, comme des facteurs de conservation et de progrès. Il en est de même du Zaïre lui-même qui, par sa lutte contre le pouvoir colonial, est passé d'une société dominée à une formation sociale "politiquement affranchie".

Quarto, enfin, par leur analyse du changement par le conflit de classes, Marx et Engels ont ouvert la voie à la recherche de facteurs structuraux du changement social. Ainsi, ce n'est que dans la structure de la société coloniale, dans son mode de fonctionnement que nous retrouverons la source permanente qui provoque et alimente les explosions socio-politiques post-coloniales dans les villes zaïroises, de 1959-1965.

1:2 Des spécificités du cas zaïrois

La théorie et la méthode du matérialisme dialectique, telles que conçues par Marx et poursuivies par ses adeptes, s'appliquent donc, on vient de le voir, avec aisance au phénomène de conflit ethno-politique qui s'est manifesté avec force, de 1959 à 1965, dans les centres urbains du Zaïre. Cependant, nous devons immédiatement spécifier certaines choses.

Primo, Marx situe l'origine des conflits sociaux, qu'il prend tous pour des conflits de classes, dans l'inégale distribution de la propriété des moyens de production. Au Zaïre de l'époque que nous tentons d'étudier (1957-1965), la principale source structurale des conflits se trouve plutôt, dirions-nous à la suite de Ralf Dahrendorf (in Rocher 1969:393), dans l'inégale distribution de l'autorité³ et du pouvoir entre les groupes ethniques. En effet, les groupes ethniques, dont une bonne partie des membres occupe des postes de responsabilités dans les différentes instances sociales, s'élèvent socialement sur les autres et les dominent. C'est le cas des Bantandu qui imposent leur domination aux Bandibu à Kintanu et de tous les autres. La dichotomie de l'autorité entraîne logiquement une opposition d'intérêts tel que nous le verrons plus tard.

Secundo, Marx, Engels, Lénine (in Weber 1975:95) croient que la

³ Pour Dahrendorf, l'autorité est strictement attachée au poste occupé ou au rôle rempli dans une organisation sociale.

pratique de lutte n'est transformée que par l'action d'un parti ouvrier révolutionnaire dans lequel s'aiguise la conscience de classe. Ils ont raison. Cependant, au Congo (Zaïre) de la fin des années cinquante, tout parti politique est strictement interdit. Les affrontements aigus qui se déroulent dans les villes congolaises sont menés par des associations ethniques telles "Lulua-Frères" à Luluabourg (Kananga) et l'Abako (Alliance des Bakongo)⁴ à Léopoldville (Kinshasa). Ces associations ethniques, disciplinées et bien organisées, prennent la forme de deux partis politiques ethniques et de deux classes ethniques et mènent réellement une lutte de classes.

Tertio, et enfin, Marx et Engels affirment la suprématie de la base économique, l'infrastructure donc, sur les instances de la superstructure: politico-juridique et idéologique (Harnecker 1974:79). Au Zaïre (Congo), l'histoire des villes est avant tout, sinon uniquement, l'histoire de l'implantation du mode de production capitaliste. L'infrastructure y assume donc sans faute, jusqu'en 1957⁵, son leadership sur la superstructure. Cependant, à partir de cette année-là, l'instance économique perd subitement sa prépondérance sur les instances politico-juridique et idéologique. Et ce particulièrement au profit de l'instance politique.

⁴ L'Abako s'est transformée, fin 1958, en parti politique ethnique.

⁵ Pour mémoire, 1957 est l'année de l'organisation des toutes premières élections (communales) auxquelles les Congolais ont participé.

Cette dernière oriente, à sa guise, les autres instances. Les principales villes du Congo: Léopoldville, Elisabethville, Stanleyville, Luluabourg, Bukavu, Coquilhatville, Jadotville, etc. ne se distinguent plus seulement des autres structures sociales par leur capacité à catalyser les changements socio-économiques, mais aussi et surtout par leur habileté à incarner l'effervescence, les luttes et les changements socio-politiques. Jusque-là politiquement endormies, les populations urbaines sortent de leur torpeur.

Le Congo, jusque-là "colonie modèle"⁶, bouge par ses villes. C'est dire que ces premières élections municipales de 1957-1958 ont réussi, rapidement, à travailler en profondeur les masses urbaines et à les changer. Des leaders congolais, jusque-là clandestins, apparaissent au grand jour. Joseph Kasavubu, Patrice Emery Lumumba, Antoine Gizenga, Joseph Ngalula, Albert Kalonji, Jean Bolikango, Moïse Tshombe, Anicet Kashamura, Cléophas Kamitatu, etc. parcourent les divers quartiers de leurs villes respectives pour haranguer "librement" les foules. Ils font ouvertement la politique, créent des partis politiques à audience souvent limitée: ethnique ou régionale. Excepté le Mouvement National Congolais de Lumumba qui s'implante rapidement dans toutes les provinces. Trois ans seulement après cette première expérience politique (élections municipales), le Congo accède, le 30 juin 1960, à la

⁶ Exclus, jusqu'en 1957, de l'exercice du pouvoir exécutif, législatif et même judiciaire, les Congolais ne font pas de politique. Ils n'en ont pas le droit, par la volonté du colonisateur. Par rapport aux colonies anglaises et françaises, le Congo constitue une oasis de paix politique.

souveraineté nationale et internationale.

Benoit Verhaegen (1975:24), observateur pénétrant de la vie socio-politique zaïroise depuis une trentaine d'années, témoigne sur ce moment historique:

L'importance de l'instance politique peut être perçue si on compare la période coloniale à la première période d'indépendance (1959-1964). La léthargie politique des villes et leur soumission aux impératifs économiques sont quasi absolues avant 1957... La vie politique qui se développe en milieu urbain à partir de 1957 bouleverse rapidement les structures urbaines et, à travers elles, l'ensemble du pays. L'instance politique prend, pour ainsi dire, sa revanche et exerce, pendant quelques années, une influence prépondérante sur les autres instances.

Voilà comment les années 1957-1965 font éclipser la base matérielle, élèvent et consacrent l'instance politique. Etonnant? Pas tout à fait. Nous sommes dans le domaine de la dialectique matérialiste qui reconnaît l'importance absolue de la contradiction dans tous les processus du développement des choses et des phénomènes. Et ce, d'autant plus qu'il s'agit de la conjoncture politique, le "moment actuel" de la lutte des classes dans une formation sociale en transformation rapide tel le Zaïre (Congo à l'époque).

Notre cadre théorique étant ainsi déterminé, quelle méthode utiliserons-nous pour mener à bien cette étude?

2 - Cadre méthodologique

Nous aurions voulu rentrer au Zaïre pour y mener une enquête sur le terrain, interviewer les rescapés de la période étudiée (1957-1965), mais des raisons indépendantes de notre volonté ne nous ont pas permis de le faire. L'idée de procéder par le questionnaire à longue distance nous a également effleuré. Mais cette hypothèse nous a paru très difficile à réaliser, n'ayant aucune assurance quant à son succès.

La meilleure issue qui s'offre à nous, dans ce contexte, reste la méthode documentaire. Notre recherche sera donc essentiellement bibliographique. Nous puiserons donc l'essentiel des renseignements, des faits sociaux que nous allons décrire et analyser dans les livres parlant de ces années troubles du Zaïre.

Par ailleurs, on aura certainement remarqué, à travers notre cadre théorique, que nous accordons une grande importance à la notion de structure sociale. Liée à l'idée de conflits et de changements sociaux, comme c'est le cas dans ce travail, la notion de structure sociale nous semble être le point de départ et l'idée fondamentale en sociologie (Coulson et Riddell 1981:99). Nous l'utilisons d'un point de vue analytique, comme moyen de saisir et d'expliquer les principes qui déterminent, en milieu urbain, les rapports sociaux conflictuels entre les groupes ethniques ainsi que le développement de ces interrelations.

Nous utilisons également l'idée de structure sociale pour la description des faits que nous soumettons simultanément à l'analyse. Car, il nous paraît, en outre, que la structure sociale représente, en

grands traits, la réalité sociale elle-même, mieux, certains de ses
— aspects qu'il faut, bien sûr, analyser.

En clair, nous combinons les méthodes documentaire, analytique et
descriptive dans cette étude socio-historique.

II - DEFINITION ET EXPLICATION DES CONCEPTS CLES

Après avoir fourni des précisions sur notre démarche théorique et méthodologique, nous devons maintenant définir et expliquer certains termes que nous jugeons essentiels pour la compréhension de nos propos. Conflit ethno-politique urbain, conscience de classe, classe ethnique, groupe ethnique, ethnicité, modernisation et société coloniale sont les principaux concepts autour desquels se construira cette étude. Nombre de spécialistes en sciences sociales les avaient déjà définis. En sens divers. Cependant, pour raison d'efficacité et de clarté, nous ne retiendrons que les définitions et les explications qui correspondent le mieux avec notre conception des choses. Et nous nous passerons, au besoin, des querelles des scientifiques au sujet de la définition de certains de ces termes.

1 - Querelles autour de groupe ethnique

Conflit ethno-politique urbain: qu'est-ce? Ce n'est rien d'autre qu'une des formes des nombreux conflits sociaux qui jalonnent l'histoire humaine. Et "il y a conflit social", écrivent Janine Brémond et Alain Gélédan (1981:87), "lorsque des groupes sociaux, ayant des intérêts divergents, engagent un affrontement". Mais dans le cas qui nous concerne ici, cet affrontement se produit, non pas entre un nombre indéterminé de groupes sociaux, mais souvent entre deux groupes ethniques respectivement dominé et dominant. Donc entre deux groupes aux intérêts contradictoires dont les membres sont conscients de leur

situation de classe, de leurs intérêts respectifs à court et à long terme et se battent pour ceux-ci. Les uns veulent le changement de la situation, les autres le statu quo.

Le conflit ethnique devient, dans ce contexte, la lutte des classes. Marta Harnecker (1974:184) définit cette dernière comme "l'affrontement qui se produit entre deux classes antagoniques lorsque celles-ci luttent pour leurs intérêts de classe". La lutte des classes se déroule à trois niveaux correspondant aux trois structures régionales (économique, idéologique et politique) qui composent la structure sociale globale. C'est justement ce qui se passe dans les villes congolaises (zaïroises) entre 1957 et 1965. Mais, ici, ces luttes portent essentiellement sur la très inégale distribution des biens rares: les postes prestigieux et le pouvoir (sous toutes ses formes).

Ces conflits ethniques, qui sont en fait des luttes des classes, deviennent également politiques parce qu'ils se situent dans leurs rapports avec le pouvoir d'Etat considéré alors comme la principale, sinon l'unique clé du changement social. Nous les qualifions d'urbains parce qu'ils se déclenchent, se développent et s'estompent dans les villes, même s'ils atteignent, au Kasai particulièrement, certains milieux ruraux. Et ce, au moment où, se rendant compte des clivages socio-économiques existant entre eux, les principaux groupes ethniques brandissent, avec force, leur ethnicité.

Groupe ethnique, ethnicité: deux concepts que sociologues et

anthropologues n'ont pas encore réussi à définir convenablement. Certains les dissocient. Certains autres les confondent, surtout que les deux concepts se fondent sur les mêmes facteurs: origine, langue, culture, histoire, territoire et, parfois, race, religion, etc.. Tous ces facteurs ne servent que de base à leur définition générale. Ils sont plus ou moins pertinents selon le cas et le contexte.

Deux approches s'affrontent principalement au sujet de la définition de ces concepts, nous informe Danielle Juteau-Lee (1983:40). Il s'agit des approches objective et subjective. Les tenants de l'objectivisme, nombreux aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne particulièrement, avance Danielle Juteau-Lee (1983:41), proposent une définition a historique du groupe ethnique. Ce dernier est défini à partir de la culture matérielle de ses membres..., une culture qui se manifeste dans des coutumes et traditions observables: alimentaires, vestimentaires, artistiques, etc. et à partir des traits biologiques: race, hérédité, ancêtres communs, etc.

Qu'ils privilégient la tendance culturaliste ou naturaliste, les tenants de l'objectivisme présentent là, dirions-nous avec Danielle Juteau-Lee (1983:41), "un modèle figé à partir duquel il est facile d'exclure ou de cantonner dans l'anormalité toute personne n'exhibant point les qualités véritables de son groupe ethnique". Pour les tenants du subjectivisme¹,

¹ L'auteur pense, entre autres, à certains théoriciens marxistes qui réduisent l'ethnicité à une des formes sociales que revêtent les relations entre classes sociales.

"l'ethnicité correspond à l'identité individuelle, à la conscience d'appartenance, à l'identification de l'agent à un groupe ethnique... Quant au groupe ethnique, il renvoi, soit à la somme des moi, des identités et consciences ethniques, soit à un nous collectif, cette conscience du groupe s'exprimant quelquefois au sein d'activités ou de projets politiques divers, soit à des dimensions de la culture non matérielle telles les croyances, les valeurs, les représentations." (Juteau-Lee 1983:40-41)

Face aux tenants du subjectivisme et surtout de l'objectivisme, s'élèvent des auteurs de tendance généralement marxiste, tels Edna Bonacich, Bernard Bernier et Mikhael Elbaz (1978:33-79). Ceux-ci expliquent l'émergence des groupes ethniques et la mobilisation de l'ethnicité uniquement par l'expansion du capitalisme monopolistique et l'accroissement de la domination étatique: pénétration accrue de l'appareil d'Etat, dislocation de la société civile, effritement du tissu social et des anciennes formes de sociabilité, surexploitation de la main-d'oeuvre, division ethnique du travail, formation de niches occupationnelles, poursuite d'intérêts matériels par les agents ethniques (Juteau-Lee 1983:43). Ainsi, pour les néo-marxistes, les groupes ethniques ne sont que des contruits soit scientifiques, soit idéologiques. C'est dire qu'ils naissent et ne deviennent réels qu'à partir des idéologies.

Sans entrer dans les détails de cette discussion que nous ne pouvons trancher, disons simplement, pour le moment, que toutes ces approches ne nous satisfont que partiellement. D'où nous adoptons une position qui nous semble plus ou moins intermédiaire, c'est-à-dire qui inclut tous les points de vue précédents. Nous l'empruntons de J.C. Willame

(1964:7) qui écrit justement à propos du Zaïre:

Nous désignerons par groupe ethnique, le groupe socio-culturel qui manifeste une volonté ou une tendance à s'unir dans le cadre d'institutions politiques modernes, sous l'impulsion d'un groupe ou de dirigeants issus du milieu urbain et sur base d'un sentiment d'appartenance commune à une société caractérisée, objectivement et subjectivement, par une culture et une histoire communes.

Cette définition est intermédiaire parce qu'elle combine les approches subjective et objective. En effet, les perceptions subjectives se cristallisent autour de traits objectifs qui deviennent alors des critères d'inclusion et d'exclusion. Il faudrait, par ailleurs, reconnaître que les classements effectués par les sociologues et anthropologues sont souvent tributaires des classements existant dans la tête des agents. Ces classements sont eux-mêmes des produits sociaux.

Cependant, ce groupe socio-culturel, cette population restreinte (par rapport à une population urbaine plus vaste), qui s'organise politiquement à partir d'une ville, ne naît pas forcément et uniquement du politique et de l'économisme capitaliste. Il semble plutôt préexister, subjectivement et objectivement, au capitalisme. Dire ainsi, c'est mettre en évidence, comme Otto Bauer (*in* Juteau-Leg 1983:44), le processus historique qui engendre les mœurs et les coutumes communes, les lois communes et la religion commune, etc. C'est donc l'histoire, c'est-à-dire l'expérience intérieurement et antérieurement vécue en commun par les personnes soumises au même sort, qui crée la communauté de tradition culturelle. L'unité du peuple Kongo, par exemple, qu'on brise au 19^e siècle, trouve son origine dans la longue

histoire commune de ses membres.

Ce que le capitalisme provoque, souvent consciemment, parfois inconsciemment, quand il fabrique et morcelle administrativement l'Etat, sa surface de marché et ce surtout par ses apports socio-économiques et politiques qui distribuent les statuts sociaux d'une façon très inégalitaire entre les groupes ethniques, c'est plutôt l'émergence d'une très forte conscience ethnique, d'un très puissant sentiment d'identification à un groupe socio-culturel déterminé. C'est donc cette très forte conscience ethnique, ce puissant sentiment d'appartenance à un groupe ethnique déterminé que nous appellerons, tout au long de ce travail, ethnicité.

Toutefois, l'importance de l'approche marxiste, à laquelle nous souscrivons partiellement, réside surtout, pour paraphraser Danielle Juteau-Lee (1983:43), "dans une volonté farouche d'éviter le ghetto de la nature ethnique". Nous rejoignons également les néo-marxistes en ce qui concerne surtout l'origine des conflits ethno-politiques urbains post-coloniaux. Ceux-ci s'enracinent, comme nous le démontrerons bientôt, dans la société coloniale, porteuse de la modernisation.

2 - En pleine société coloniale

En effet, la trinité impérialiste, trouvant les forces productives locales moins développées, déclenche le processus de modernisation. Il entame donc l'occidentalisation des sociétés et économies conquises. La

modernisation est, à en croire Pierre Georges (1974:281), "l'amélioration des moyens de l'activité économique et sociale, notamment des techniques de production, par la mise en application des procédés, des équipements et des méthodes d'organisation les plus modernes". La modernisation permet donc d'accélérer la croissance de l'économie et d'améliorer les conditions de vie.

Au Zaïre, comme dans le tiers-monde en général, la modernisation, imposée de l'extérieur, implique une rupture radicale entre des modes de vie préexistants et le nouveau. Ce passage des formations sociales traditionnelles à une autre s'effectue donc sur base de contradictions historiques et sociales telles la pénétration et la domination accrues du capitalisme, des appareils étatiques et bureaucratiques. Ces contradictions provoquent la dislocation des sociétés civiles, la transformation des paysans urbanisés en prolétaires surexploités et passifs (Merlier 1962:182).

Ce processus, révolutionnaire, complexe, lent, gradué, homogénéisant et hétérogénéisant, global et irréversible, ne se laisse pas réduire à un seul facteur. La modernisation s'accompagne souvent, sinon toujours, de l'industrialisation, de l'urbanisation, de l'alphabétisation, etc. (Huntington 1980:40), tous des facteurs créateurs de différenciations sociales. C'est donc par la modernisation que le triumvirat colonial dote le Congo belge d'industries dont ce dernier était antérieurement dénué.

Cette industrialisation, cette "recherche d'une productivité constamment croissante du travail par l'innovation technique et par l'organisation rationnelle de la main-d'oeuvre" (Rocher 1969:453), ne se réalise pas n'importe où. Elle prend corps sur un site souvent minutieusement choisi et aménagé, compte tenu de ce qu'il recèle comme richesse. C'est la ville. Au Katanga (Shaba), par exemple, la trinité impérialiste construit la plupart des villes autour des sites miniers: Elisabethville (Lubumbashi), Jadotville (Likasi), Kolwezi, Kipushi, etc. (Tiker-Tiker 1986:218-223). Ailleurs, au Kivu par exemple, les villes de Bukavu et de Goma s'élèvent sur des sites touristiques.

C'est dire que l'industrialisation entraîne nécessairement l'urbanisation qui est une migration de la main-d'oeuvre, jeune pour la plupart des cas et des familles entières, vers les agglomérations urbaines. Les personnes immigrées en ville se transforment en salariés, en vendeurs de leur force de travail aux propriétaires des moyens de production. C'est dans les villes, sièges des pouvoirs politique, économique et idéologique, qu'elles vivront intensément, pour la première fois, la réalité des antagonismes ethniques, sociaux et politiques.

Nous nous trouvons donc en pleine société coloniale belge. Celle qui tend à légitimer sa domination politique, économique et idéologique sur un territoire qu'elle a envahi, assiège et administre seule: le Congo belge. Une société dans laquelle, dirait Jean-Paul Sartre (1972:23-25), les relations de production et de domination définissent deux sortes

d'individus: le colonisateur qui se fait homme par le libre exercice de ses droits et le colonisé que le premier abaisse, traite de sous-homme et définit comme une simple privation.

Cette société coloniale se caractérise, entre autres, par une très forte différenciation sociale. Elle se constitue de groupes sociaux rigidement différenciés, hiérarchisés et hostiles les uns aux autres. Les catholiques, membres de l'église "nationale" ou officielle, regardent les protestants, membres des églises "étrangères", du piédestal et avec dédain². Les chrétiens, gagnés à l'idéologie des missionnaires, traitent les adeptes des religions traditionnelles de païens et les repoussent. Les "évolués", ces Congolais qui cherchent à tout prix à ressembler aux membres de la trinité coloniale, ont leur propre "cercle", leur propre langage, des vêtements et des manières qui les distinguent, les séparent des autres Congolais qu'ils méprisent (Ziegler 1978:110-111). La trinité impérialiste, elle, méprise les "évolués" et tous les colonisés. Mais les clivages sociaux les plus lourds de conséquences s'avèrent être ceux relatifs à l'appartenance ethnique. Le triumvirat colonial joue habilement et abondamment sur la corde ethnique.

Cette atomisation sociale, particulièrement fondée sur la discrimination ethnique (Merlier 1962:171), aboutit, dans les centres

² Les missions catholiques ayant été introduites au Congo et étant dirigées par des missionnaires belges, sont qualifiées, durant la colonisation, de missions nationales; tandis que les missions protestantes, introduites et dirigées par les Anglo-saxons, sont traitées d'étrangères.

urbains, à la formation des "classes ethniques" antagoniques. Le cas des Baluba et Lulua, dont nous traiterons en profondeur à partir de la fin du quatrième chapitre, constitue l'exemple le plus éloquent. Nous avons dit "classe ethnique"? Référons-nous à la définition de la classe sociale dans une formation sociale à dominante capitaliste. Lénine (in Stavenhagen 1969:38) écrit à ce sujet:

On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils tiennent dans un système historiquement défini de la production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par la loi) aux moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail et donc, par les moyens d'obtention et la grandeur de la part des richesses publiques dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, par suite de la différence de la place qu'ils tiennent dans un régime déterminé de l'économie sociale.

Partant de cette définition, nous pouvons dire que les classes sociales sont des groupes sociaux antagoniques, dont l'une peut s'approprier le travail de l'autre en raison de la place différente qu'ils occupent dans la structure économique d'une formation sociale donnée. Cette place est fondamentalement déterminée par la forme spécifique de leur rapport avec les moyens de production. Dans ce contexte, qui met les propriétaires des moyens de production que sont les membres de la classe capitaliste coloniale en face de ceux qui ne possèdent que leur force de travail, les Bakusu et les Bashi, par exemple, ne constituent qu'une seule et unique classe sociale: le prolétariat.

Mais quand on se trouve dans le contexte de la conjoncture politique et que l'on fait le plus d'attention à la situation de classe de chacun de

ces groupes ethniques, en tenant compte de leur représentation dans toutes les instances sociales (politique, économique et idéologique) et de leurs intérêts de classes respectifs, leur séparation en tant que classes sociales distinctes devient visible. On découvre alors que les Bakusu occupent, en tant que collaborateurs directs et privilégiés de la classe capitaliste coloniale, la quasi totalité des postes prestigieux réservés aux Congolais, dans toutes les pratiques sociales, dans la ville de Bukavu, fief des Bashi (Samba 1975:6). Les Bakusu constituent alors la classe ethnique dominante de Bukavu, tandis que les Bashi la classe ethnique dominée.

Une classe ethnique, c'est donc, selon nous, une classe sociale qui recoupe sur le groupe ethnique et dont la structure de classe est déterminée par sa place, non seulement dans l'infrastructure, mais aussi dans la superstructure d'une formation sociale donnée. Les groupes ethniques dominés et dominants ne sont donc pas seulement, dans la conjoncture politique surtout, des groupements structurels de la société. Ils deviennent aussi des groupements d'intérêts, conscients d'eux-mêmes. Ils ont tendance à s'organiser en vue de l'action politique pour la conquête du pouvoir d'Etat. Au Zaïre des années 1957-1965, ils agissent effectivement dans ce sens.

Les conflits qui éclatent, de 1959 à 1965 dans les centres urbains du Congo (Zaïre), entre les groupes ethniques fondamentaux, sont donc des pratiques de classes entre des classes ethniques dont les intérêts de classes sont devenus manifestes. Ce passage de l'"en soi" au "pour soi"

est le résultat de la prise de conscience de classe par les classes ethniques dominées³. Celles-ci s'élèvent non pas tellement contre la classe capitaliste coloniale ~~qui est en train de plier bagage~~, mais particulièrement contre les classes ethniques dominantes. Car, ces dernières s'apprentent à prendre, dans les villes qu'elles "contrôlent", la relève de la trinité coloniale.

Qu'est-ce que c'est, cette conscience de classe? En suivant Georg Lukács (1960:73), nous définirons la conscience de classe comme la réaction, non pas impulsive, émotionnelle, mais plutôt rationnelle adéquate qui doit être attribuée à une situation typique déterminée dans le processus de production. Elle détermine, en dernière analyse, l'action historiquement décisive de la classe comme totalité concrète. Autrement dit, une classe sociale dépourvue de conscience de classe ne peut jamais intervenir dans l'histoire comme facteur de conservation ou de progrès. Par contre, une classe pourvue de la conscience de classe peut, à partir de cette dernière et de ses intérêts de classe, organiser l'ensemble de la société conformément à ces intérêts. Une telle classe est, dirait Lukács (1960:74), "capable de domination". C'est ce que tentent, de 1959 à 1965 particulièrement dans les villes zaïroises, les classes ethniques dominées (Lulua, Bashi, Tabwa, Tetela-Eswe, etc.) dans leurs luttes contre les classes ethniques dominantes (Baluba, Bakusu, Bwari, Tetela-Ekonda, etc.).

³ Jean Ziegler (1978:53-59) parle de trois sortes de conscience de classe: la conscience de classe possible, la conscience de classe en soi et conscience de classe pour soi. Il emprunte ces catégories de Georg Lukács.

Passons maintenant au contexte dans lequel la trinité impérialiste construit, historiquement parlant, l'Etat zairois.

III - UN ETAT FABRIQUE DANS LA VIOLENCE

Avant les dévastations des esclavagistes arabes et l'agression européenne de la fin du 19^e siècle, de puissantes sociétés politiques, des nation-ethnies extrêmement variées se partagent l'espace social aujourd'hui dénommé Zaïre. Olga Boone (1955:31), qui a résumé les nombreux et remarquables travaux ethnologiques publiés par les Belges, estime leur nombre à "250"¹. Ces "250" communautés d'histoire et de culture, ou groupes ethniques, forment, depuis la Conférence de Berlin de 1885, l'Etat zaïrois. Celui-ci s'étale sur 2.345.000 Km², au coeur de l'Afrique. Kinshasa (ex. Léopoldville) est sa capitale.

I - Une mosaïque de peuples

Citons, parmi ces "250" communautés d'histoire et de culture constituant le Zaïre, l'ancien Royaume Kongo qui, par l'intermédiaire du navigateur portugais Diego Cão, entre, le premier, en 1482, en relation avec le monde européen. Outre le Royaume Kongo, il y a aussi le Royaume Kuba, l'Empire Luba, l'Empire Lunda, le Royaume de M'siri, le Royaume des Azande, le Royaume des Mangbetu, le Royaume Yaka, le Royaume Mongo, le Royaume des Bashi, etc. et tant d'autres sociétés politiquement moins ou non organisées. Certaines de ces sociétés politiques s'étaient déjà affaiblies ou même disloquées avant l'agression

¹ Nous n'avons aucune assurance concernant l'exactitude de ce chiffre. Serait-ce un aspect de la stratégie coloniale de la division ethnique? Nous sommes sûr quant au caractère pluri-ethnique du Zaïre.

coloniale. C'est le cas du Royaume Kongo, des empires Luba et Lunda. Il ne subsiste plus que des consciences politiques autochtones. Certaines autres sociétés, tels les royaumes de M'siri, des Azande, des Bakuba, des Bashi, etc. pétillent encore de santé lors de l'invasion européenne. C'est celle-ci qui va les détruire.

C'est dire que jusqu'en 1885, année de la parcellisation unilatérale de l'Afrique par les puissances impérialistes européennes réunies à Berlin, toutes les sociétés existant sur ce territoire, qu'on appellera successivement "Etat Indépendant du Congo", Congo belge, République Démocratique du Congo, et, depuis 1971, République du Zaïre, ne donnent pas une vision d'homogénéité. Elles sont souvent, géographiquement, socialement et culturellement, distantes. Souvent, elles s'ignorent les unes des autres. Ou encore, certaines d'entre elles se trouvent souvent en guerre contre les voisins (Mabika 1969:41). Et si toutes ces "250" communautés historico-culturelles ou ethniques manifestent avec force leur hétérogénéité, c'est que le pays qu'elles constituent aujourd'hui ne préexiste pas à l'agresseur colonial européen et surtout belge qui l'invente en tant qu'entité politique unique et unifiante, à partir de 1885. Mais elles-mêmes préexistent à l'envahisseur et à l'Etat que ce dernier construit et dans lequel il les incorpore toutes, par imposition.

Cette incorporation ou intégration forcée des différents peuples autochtones dans l'Etat congolais est, à ses origines, rapporte Jean Ziegler (1978:107),

le fait d'un capitaliste privé, l'un des entrepreneurs coloniaux les plus efficaces, les plus habiles, les plus brutaux et les plus cyniques de l'Europe industrielle du XIX^e siècle... Son nom: Léopold Saxe-Cobourg... Léopold Saxe-Cobourg exerçait un autre métier: il était roi des Belges sous le nom de Léopold II.

En effet, c'est Léopold II qui, à partir de 1878 et ce par le biais de ses agents anglo-américains, belges et allemands, organise, finance et oriente les premières expéditions d'exploration "géographique" le long des principaux fleuves du sous-continent congolais. Ce roi-capitaliste tient, contre vents et marées, à posséder des colonies. Celles-ci, croit-il profondément, procureront des bénéfices plantureux à la métropole et seront essentiellement des débouchés pour cette dernière (Bouvier 1965:10).

Muni de cette foi ardente dans le rôle des colonies, Léopold II aborde avec habileté, en 1885, la Conférence de Berlin au cours de laquelle les puissances impérialistes européennes de l'époque (Angleterre, Allemagne, France, Portugal, etc.) dépècent l'Afrique sans les Africains. Ces dernières ne s'entendent pas sur les modalités de partage du Congo qu'elles jugent potentiellement riche. Elles le proclament "Etat Indépendant du Congo", en acceptant des conditions tout à fait particulières, dont le fameux régime de "la porte ouverte". Dès le lendemain de la Conférence et malgré les appétits inassouvis de ses

² Ce principe donne la possibilité, à chacune des puissances européennes réunies à Berlin en 1885, de faire librement les affaires sur et avec "l'Etat Indépendant du Congo".

concurrents, Léopold II fait de "l'Etat Indépendant du Congo" son domaine privé et y exerce une souveraineté absolue (Bouvier 1965:11). Il l'agrandit considérablement en faisant fixer, ^{en} 1894, ses frontières définitives à 2.345.000 Km².

Ne pouvant plus supporter seul le coût faramineux de cette immense entreprise coloniale, il s'associe plusieurs capitalistes et cède finalement, en 1908, ses droits sur "l'Etat Indépendant du Congo", à son royaume: la Belgique. Celle ci en fait, malgré elle, sa colonie. La Belgique continue l'exploitation du Congo et l'intégration de ses divers peuples.

2 - Des violences aliénantes

Cette intégration ou incorporation des différentes sociétés dans l'Etat congolais se fait dans la violence physique, économique, politique, culturelle et psychique qui les déculture, les aliène et les détruit dans leur âme et dans leur chair (Ziegler 1978:39; Young 1968:108). Violence physique, car l'agresseur colonial n'hésite pas, surtout au début, en cas de résistance de la part des autochtones, à faire exploser son arme à feu et à massacrer la population. C'est de cette façon que Henry M. Stanley, au service de Léopold II, réussit à neutraliser les populations autochtones lors de ses épopées congolaises. M'siri, le vaillant roi des Bayeke au Katanga, se fait assassiner, à bout portant, d'un coup de revolver par Bodson, un autre agent de Léopold II. Son seul tort: refus de signer le pacte colonial (Ziegler 1978:105).

Violence économique, car le triumvirat colonial pille le Congo de la façon la plus systématique: travail de serfs, plantations obligatoires de cultures de rente (coton, café, thé), exploitation minière et forestière forcée, salaires inexistant, absence totale de droits pour les opprimés, bref exploitation aigüe des ressources tant naturelles qu'humaines (Ziegler 1978:107; Merlier 1962:165-184). Cette économie coloniale est quasi-entièrement tournée vers la métropole qu'elle nourrit et développe et ce aux dépens des autochtones qu'elle affame et destine au "sous-développement".

Violence politique, car les conquis et exploités ne jouissent, de 1885 à 1957³, d'aucun droit politique. Les Congolais, idéologiquement enchaînés, ne peuvent ni élire ni se faire élire, ni, encore moins, créer un parti politique. Cette violence politique se double de la violence administrative qui, en 1933, morcèle les grandes ethnies tels les Bashi, les Baluba, les Bapende, les Bayaka, les Basonge, etc. (Young 1968:109; Bouvier 1965:12). Les Congolais sont donc totalement exclus jusqu'en 1957, de l'exercice du pouvoir, l'autorité coloniale pratiquant ainsi le terrorisme politico-administratif.

Violence idéologique, car la trinité impérialiste refuse, consciemment, de former des élites congolaises réellement instruites, responsables et

³ Nous rappelons que c'est seulement en 1957, lors des toutes premières élections municipales, que les Congolais découvrent le jeu politique, mais les premiers partis politiques ne seront créés qu'en 1958. Ex: Mouvement National Congolais de Patrice Emery Lumumba.

capables de prendre la relève des Belges, le moment venu. C'est cette situation que stigmatise A.A.J. Van Bilsen (1977:173-174) quand il écrit, en 1955-1956, dans son, désormais historique, "Plan de trente ans pour l'émancipation politique de l'Afrique belge"⁴:

La question n'est pas: allons-nous enfin écarter les obstacles qui ferment aux indigènes l'accès aux carrières supérieures? - mais bien: de combien d'officiers, de fonctionnaires, de médecins noirs auront besoin le Congo et le Rwanda-Urundi en 1960, en 1965, en 1970 et que faut-il faire pour qu'ils soient là, ayant reçu la meilleure formation?

La classe dominante belge refuse de saisir toute l'importance stratégique de la question de ce professeur libéral clairvoyant. Et au moment de l'indépendance, le 30 juin 1960, le Congo (ex. belge déjà) ne compte que 16 universitaires (Mpinga 1973:20), sur une population totale d'environ 15 millions d'habitants. Parmi eux, aucun médecin, aucun ingénieur, aucun économiste, etc. Abrutissant volontairement ses sujets, la classe capitaliste coloniale masque ainsi sa pratique réelle, la soustrait, non seulement à l'opinion internationale qui fait des pressions, mais aussi aux masses congolaises représentées par ceux qu'elle qualifie mensongèrement d'"évolus", c'est-à-dire assimilés.

Outre cette pénurie criante des cadres autochtones, volontairement créée et entretenue, la violence culturelle ou idéologique s'explique

⁴ Ce plan de trente ans, qui prévoyait l'indépendance du Congo pour 1985, après avoir donc formé un grand nombre de cadres congolais, fut considéré, en 1956, comme révolutionnaire. Il fit scandale dans les milieux coloniaux, mais il marqua un tournant décisif dans l'histoire politique du Congo.

aussi par la guerre permanente que la colonisation et la modernisation mènent, par l'école et l'église interposées, contre les valeurs traditionnelles congolaises qu'elles affectent profondément (Merlier 1962:215).

Toutes ces violences, conjuguées, atteignent les profondeurs de certains Congolais, tels Joseph Kasa-Vubu et Patrice Emery Lumumba, qui s'éveillent politiquement. Ils décident, selon leurs sensibilités idéologiques, d'arracher les masques et voiles pudiques que porte le triumvirat colonial. Fin 1958, début 1960: une cinquantaine de partis politiques, généralement ethniques ou fantômes, naissent, enfin, officiellement. De tous, deux seulement font le poids. Il s'agit d'abord du Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice Emery Lumumba, fondé en octobre 1958. Ce parti, qui recrute ses militants dans toutes les provinces et dans tous les groupes ethniques, rêve d'un Etat unitaire et transethnique (Ziegler 1978:116-117; Young 1968:281). Il s'agit, en dernier lieu, de l'Abako (Alliance des Bakongo): une puissante association ethnique créée en 1950 à Léopoldville et qui se mue, en 1958, en parti politique. L'Abako, contrairement au MNC, rêve d'un Etat fédéral, non unitaire (Young 1968:282).

L'Abako et le MNC, appuyés par plusieurs autres partis, exigent l'indépendance immédiate et complète du Congo. Après un an seulement de lutte, par des émeutes comme celle du 4 janvier 1959 à Léopoldville et surtout par des négociations telles les tables rondes de janvier-février et de mai 1960 à Bruxelles, Beaudoin 1^{er}, Roi des Belges,

proclame l'indépendance du Congo le 30 juin 1960 à Léopoldville. Joseph Kasa-vubu devient le premier Président de la nouvelle République du Congo et Patrice Emery Lumumba, le premier Premier Ministre.

Cependant, dès le lendemain de l'indépendance, la nouvelle République entre dans une situation trouble qui prendra fin en 1965. Elle ploie, en effet, sous le joug de la mutinerie de ses soldats contre l'ensemble de la hiérarchie (5 juillet 1960), de l'intervention militaire néo-colonialiste belge, des émeutes ethno-politiques urbaines, de la guérilla urbaine (enlèvements et assassinats politiques), des tendances centrifuges qui se manifestent par des sécessions au Katanga (8 juillet 1960) et au Kasai (11 juillet) et par des rébellions au Kwilu (fin 1963), au Kivu et dans la Province Orientale (début 1964). Anarchie et chaos politico-économico-social s'y installent à loisir. Il se pose donc, dès le début, la question de la cohérence et de la primauté du gouvernement central. C'est l'"anomie du pouvoir", comme le disent si bien Ferdinand Bezy, Jean-Philippe Peemans et Jean-Marie Wautelet (1981:52).

C'est dans ces conditions que le général (maréchal depuis 1982) Mobutu renverse, le 24 novembre 1965, le premier régime présidé par Kasa-vubu et prend le pouvoir par un coup d'Etat pacifique.

IV - DISTINGUER POUR DIVISER

Nous venons de voir comment le colonisateur a créé et modelé l'Etat zaïrois, sa surface de marché et d'échange. Une fois cette tâche achevée, comment le même ingénieur social, le même unificateur de peuples, c'est-à-dire le même bâtisseur d'Etat régit-il les relations sociales entre les "250" communautés d'histoire et de culture? Comment, à un moment déterminé du développement social, organise-t-il la production, et, surtout, distribue-t-il les pouvoirs et les statuts sociaux entre ces dernières?

Pour être plus explicite, quelle serait la politique coloniale belge en matière de relations ethniques? Compte tenu de la position des principaux groupes ethniques dans les instances économique, politique et idéologique, quels seraient les rapports sociaux réels et les intérêts de groupes et de classes qui en découleraient? Autrement dit, comment l'occupant provoque-t-il l'émergence d'une forte conscience ethnique, de la conscience de ~~classe~~, des classes ethniques antagoniques qui finiront par s'affronter réellement?

Nous nous efforcerons, dans les lignes suivantes, de répondre à cette question. Mais, avant d'y arriver, il nous semble nécessaire de débayer le terrain. Et ce, en débusquant et en perçant les écrans déformateurs que les défenseurs et nostalgiques de l'ordre ancien (la colonisation) imposent à l'entendement humain.

1 - Les contre-vérités des scientifiques sociaux coloniaux

Il nous faudrait, ici, partir d'une question du genre: comment comprendre et expliquer, sociologiquement, l'apparition des conflits ethno-politiques urbains qui ont fortement contribué à la désintégration de l'Etat congolais, particulièrement entre 1959 et 1965?

A ce genre de question, commente Samba Kaputo (1975:3), les ténors de l'anthropologie et de la sociologie coloniales tels J. Clyde Mitchell (1956), James S. Coleman (1958), Alan S. Merriam (1959), Max Gluckman (1960), Rupert Emerson (1960), etc., répondraient: les violences ethno-politiques post-coloniales sont la conséquence du pluralisme ethnique de l'actuelle République du Zaïre et de l'inadaptabilité de certains groupes ethniques à la situation coloniale. Ces auteurs suggèrent qu'il y a donc, à la base des conflits ethno-politiques vécus en Afrique post-coloniale, deux causes majeures: l'antagonisme traditionnel entre certaines ethnies et l'adaptation médiocre de certaines autres à la modernisation coloniale. Soumettons maintenant ces deux suggestions à l'analyse.

1:1 Ni un chaos permanent, ni une harmonie parfaite

Voyons d'abord, en profondeur, le premier argument des scientifiques sociaux coloniaux: celui lié au prétendu antagonisme traditionnel entre certaines communautés d'histoire et de culture de l'Afrique en général et du Zaïre en particulier. Suzanne Bonzon (1967:866), par exemple,

écrit noir sur blanc:

Les puissances coloniales avaient réussi à atténuer les conflits latents entre ethnies en empêchant leur expression violente, militaire, mais non à les supprimer. La fin de l'ordre social colonial et l'avènement d'une société nouvelle avec les incertitudes que ce changement a engendrées ont multiplié les occasions de tensions et ravivé les particularismes latents...

L'auteur ne se donne même pas la peine de dire sur quoi se fondent ces conflits latents qui risquent d'éclater d'un jour à l'autre entre des communautés d'histoire et de culture différentes. Mais elle s'empresse d'ajouter (p. 866), comme pour appuyer sa première affirmation, ce qui suit concernant le Congo Léopoldville (Zaïre):

C'est à une explication de cet ordre qu'il faut recourir pour expliquer les événements du Congo en 1960... Il s'agit moins là d'un retour au passé que d'un changement radical du système d'autorité, ce qui crée une situation éminemment instable et fluide dans laquelle les sentiments primordiaux et locaux latents sont aisément réactivés et enflammés.

Traduisons sa pensée: si les centres urbains du Zaïre ont vécu des violences ethniques entre 1959 et 1965, c'est que l'administration coloniale avait réussi, sous son règne, à imposer la cohabitation pacifique aux "250" groupes ethniques constituant ce pays. Mais elle ne serait pas parvenue à supprimer les désaccords traditionnels qui devaient naturellement opposer les divers groupes ethniques. Dès que ce pouvoir contraignant de l'Etat colonial cessa d'influencer le comportement de ces derniers, ceux-ci donnèrent libre cours à leurs instincts primitifs et à leurs ressentiments réciproques.

Arguments fondés ou non? Karl Marx et Friedrich Engels (1978:33), alors qu'ils n'ont qu'une connaissance trop sommaire de l'Afrique, écrivent en 1848: "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes". Ils mettent en lumière, par là, la permanence des conflits sociaux dans l'histoire humaine. Et ils tapent juste. Car, en Afrique précoloniale, comme ailleurs dans le monde, les inégalités et discriminations sociales, les luttes inter-claniques, inter-tribales, inter-ethniques, inter-nations ou inter-Etats n'apparaissent pas nécessairement avec l'agression européenne du 19^e siècle. Elles y existaient déjà depuis toujours entre des clans, des tribus, des ethnies et des Etats proprement africains. La traite esclavagiste n'aurait probablement pu s'instituer sur une vaste échelle qu'à la faveur d'un régime, d'injustices sociales et d'exploitation de tribus entières par d'autres plus fortes, plus aguerries.

Concernant le Zaïre, Mabika Kalanda (1969:41) témoigne. Avant la colonisation, écrit-il, les divers peuples, souvent séparés géographiquement et socialement, "vivaient dans l'ignorance totale les uns des autres. A défaut de s'ignorer, certains étaient continuellement en guerre contre les voisins". A leur arrivée, par exemple, les Belges ont surpris les Bayaka et les Bakongo dans ce dernier état. Et, sous le régime colonial, certains groupes ethniques, brusquement et brutalement rassemblés dans un Congo artificiellement créé, continuent à vivre séparés en se suspectant ou en s'ignorant. D'où l'existence, dans les villes, de préjugés et parfois d'ilots et de frictions ethniques.

L'Afrique précoloniale n'était donc pas qu'un lieu privilégié où régnait l'harmonie parfaite fondée sur la coopération, la fraternité, le respect des traditions et où se trouvaient exclues toutes formes d'exploitation ou d'antagonisme de classes. Kwame N'Krumah (1970:22) le dit dans ce passage:

It was not until the era of colonial conquest that a europeanized class structure began to develop with clearly identifiable classes of proletariat and bourgeoisie. This development has always been played down by reactionary observers most whom have maintained that African societies are homogenous and without class division.

Notre position à ce sujet est donc claire. Cependant, cela signifierait-il que les sociétés zaïroises précoloniales constituaient, comme le laissent suggérer les nostalgiques de l'ordre colonial, un chaos permanent où chaque groupe ethnique ou tribal, dans l'état de nature, était perpétuellement en guerre contre tous les autres? Des auteurs tels que Crawford Young (1968:107-135), A. Ilunga Kabongo (1965:21), Samba Kaputo (1975:6) et, dans une certaine mesure, Paul Mercier (1961:70 et 1965:145) rejettent la théorie des défenseurs de l'ordre impérial colonial. Ils la trouvent trop superficielle et injuste. Car, elle s'arrête aux aspects extérieurs du phénomène de conflit ethno-politique urbain. Elle refuse de chercher à découvrir, par une analyse lucide de la structure des sociétés coloniales, les causes profondes et cachées de ce phénomène.

Crawford Young (1968:108) trouve là une tentative de justification de

l'ordre colonial. Il le dit clairement dans ce passage relatif au Congo Léopoldville (Zaïre):

Ni l'Abako, ni les Bangala de Léo ne sont des phénomènes typiques de la forêt vierge, et les luttes désastreuses entre Lulua et Luba à Luluabourg n'étaient en rien des rééditions de ces guerres de tribus perdues dans les brumes du passé précolonial. Il faut se rendre compte que le fait colonial n'a pas seulement coiffé le pays d'un Etat politique, mais - et c'est capital - il a profondément affecté les sociétés africaines préexistantes. Le processus de modernisation n'a pas seulement touché l'individu en tant que tel, mais aussi le groupe ethnique auquel il appartient.

Crawford Young, plus perspicace que les anthropologues et sociologues coloniaux dans son analyse du problème, nous amène ainsi à conclure que la théorie qui explique les violences ethno-politiques urbaines au Zaïre par "la réactivation et l'enflammation des sentiments primordiaux locaux d'hostilités traditionnelles" ne résiste pas tellement à l'analyse. Il ne s'agit donc pas, tel que l'a prétendu Suzanne Bonzon et consorts concernant le Zaïre, d'un certain "retour au passé précolonial" qui aurait été un chaos permanent. Il nous semble plutôt qu'il s'agit, pour reprendre l'idée de Crawford Young, "d'un changement radical" qui émerge de la société coloniale belge. Celle-ci, on le sait, fut elle-même la négation des sociétés traditionnelles zaïroises.

Pour tout dire, il nous semble que ces dernières ne constituaient ni un chaos permanent, ni une harmonie parfaite. Elles étaient tout simplement des sociétés humaines normales. Elles connaissaient et les conflits sociaux et la paix sociale. Voyons maintenant le second aspect de la théorie des scientifiques sociaux coloniaux.

1:2 L'inadaptabilité à la société coloniale: un minable argument

Certains autres scientifiques sociaux, tels Paul Mercier (1961:70) et Colin Legum (1961:42), plus subtils, adoptent une position neutre, disons plutôt ambiguë. Paul Mercier (1961:70), par exemple, tout en reconnaissant que les antagonismes ethno-politiques africains ne relevaient pas nécessairement des différences culturelles et des hostilités traditionnelles qui se poursuivraient sous d'autres formes, nuance ses propos dans les lignes qui suivent:

Le fait capital, c'est la cumulation de différenciations modernes (dans le degré de développement économique, de développement de l'enseignement, dans la nature des transformations religieuses, etc.) avec des différenciations traditionnelles, la valorisation de celles-ci servant de moyens d'expression, entre autres, aux revendications suscitées par les déséquilibres, les inégalités dont celles-là sont l'origine.

Qu'est-ce à dire? D'après cet auteur, le conflit ethnique survient, lorsqu'à des différences traditionnelles (langue, culture, histoire, organisation socio-politique, etc.) entre groupes ethniques, viennent se superposer des différences modernes issues de la colonisation. Paul Mercier, Colin Legum, et tant d'autres auteurs prétendent, par exemple, que les ethnies de l'Afrique noire étaient différemment prédisposées, de par leurs traditions, à assimiler les apports de la modernisation coloniale.

C'est ainsi que les groupes ethniques segmentaires, aux traditions

socio-politiques relâchées, favorablement prédisposés, comme les Ibo du Nigéria et les Fon du Dahomey (Bénin), renchérit Suzanne Bonzon (1967:871), dotés d'un dynamisme et d'un esprit d'initiative extraordinaires, ouverts aux nouvelles idées, auraient pu profiter plus facilement que les autres de la colonisation. C'est dire que la plupart des groupes ethniques segmentaires ont réussi à opérer, à un rythme plus accéléré que celui des groupes ethniques aux moeurs socio-politiques plus rigides, "une véritable mutation de civilisation", d'après l'expression de Georges Balandier (1956:30). Ils se seraient donc facilement ouverts aux missions et aux écoles occidentales, au procès d'industrialisation et d'urbanisation. Ils auraient donc accepté le risque de subir la loi des nouveaux rapports entre l'homme et les techniques et entre les individus eux-mêmes. Ce qui justifierait leur réussite sociale durant la colonisation.

Ce serait de cette manière là, commente Samba Kaputo (1975:5), qu'à des différences traditionnelles se seraient ajoutées, dans certaines régions du Zaïre, des différences modernes. Celles-ci, exacerbant celles-là, auraient ainsi favorisé l'éclosion des conflits. Effectivement, les Bakusu du Maniema au Congo belge (Zaïre), par exemple, sont les descendants d'une société de type segmentaire. Ils avaient gravement subi l'esclavagisme arabe dans la deuxième moitié du 19^e siècle. Ce sont les troupes de l'Etat Indépendant du Congo, conduites par des officiers belges, rapporte Tshimanga Wa Tshibangu (1976:51-53), qui viennent les libérer de l'esclavagisme arabe en 1894. Dès lors, les populations du Maniema, et particulièrement les Bakusu, s'accrochent au

colonisateur.

Le Maniema, patrie des Bakusu, n'est pas une région côtière, mais c'est elle qui reçoit les premiers investissements de la colonisation au Kivu en matière scolaire. A partir de 1907, les Pères du Saint-Esprit établissent leurs premiers postes et écoles à Kindu (Turner 1969:43). Créée en 1929, la fameuse "Ecole des Clercs de Kindu" fut la pépinière de l'élite congolaise du Kivu et de l'ex-province Orientale. Maints Bakusu l'ont fréquentée. Par leur avance en matière d'instruction, les Bakusu constituent, jusqu'en 1954 particulièrement, l'essentiel de l'élite congolaise de l'administration coloniale et des entreprises privées du Kivu (Turner 1969: 50 et 52).

A Bukavu, chef-lieu de la province du Kivu, renchérit Samba Kaputo (1975:3), les Bakusu occupent la grande majorité des postes prestigieux réservés aux Congolais: commis, instituteurs, infirmiers, cadres subalternes, etc. Ils supplantent les Bashi, "propriétaires" du sol, dans toutes les pratiques sociales. Ils sont, de ce fait, les auxiliaires immédiats de la classe impériale-capitaliste dans une ville qui appartient aux Bashi. Ceux-ci sont issus d'une société traditionnellement très structurée, rigide et hiérarchisée. Malgré l'avantage du sol et l'existence parmi eux d'une couche plus ou moins importante d'instruits, les Bashi ne réussissent pas mieux que les Bakusu, à Bukavu, leur situation coloniale. Car, ils ne se seraient pas complètement ouverts à la modernisation coloniale. Soit!

Prenons un autre exemple. Celui des Bandibu et Bantandu, deux sous-groupes ethniques d'une même communauté d'histoire et de culture: les Bakongo du Bas-Zaïre. Leur royaume s'était disloqué au 18^e siècle. Cependant, constate Mabeka, "les Ntandu s'adaptèrent vite à la situation coloniale et se montrèrent plus entreprenants que leurs voisins Ndibu" (in Samba 1975:6).

Si l'on peut expliquer le retard des Bashi sur les Bakusu par leur résistance à la civilisation occidentale, comment comprendre, cependant, que les Bandibu, descendants, comme les Bantandu et les Bakusu, d'une société segmentaire, n'aient pas pu s'adapter autant que ces derniers à la société coloniale? Mieux encore, comment expliquer le fait que les Alur et Bahema du Haut-Zaïre, deux groupes ethniques aux structures traditionnelles très rigides, se soient mieux débrouillés, dans la société coloniale, que leurs voisins Bale, Bira et Niari d'origine segmentaire?

Allons en dehors du Zaïre, en Ouganda, au Rwanda et au Burundi, par exemple. Que dire du cas éminemment fameux des Tutsi du Rwanda et du Burundi, traditionalistes hors-pair qui, selon Jean-Pierre Chrétien (1985:133), ont mieux tiré avantage de la société coloniale que les Hutu, membres d'une société aussi conservatrice? Les Baganda d'Ouganda constituent, de l'arrivée au départ des Anglais leurs colonisateurs, une société remarquablement structurée, hiérarchisée et rigide (Bonzon 1967:872). Mais comment interpréter leur succès éclatant parmi tous les peuples d'Ouganda, sous le règne colonial, et ce avec la bénédiction de leur Kabaka (roi)?

Des exemples de ce genre foisonnent au Zaïre en particulier et en Afrique en général. Quel enseignement nous donnent-ils? En réalité, la plupart des groupes ethniques jugés d'impénétrables, de conservateurs (Bakuba, Bambole, etc), et ce pour justifier le traitement différentiel, sont ceux qui font montre d'une forte personnalité. Ils considèrent, soutient puissamment L. Wirth (in Balandier 1956:31), "le sacrifice de leur intégrité culturelle comme un prix trop élevé payé au progrès", à la modernisation coloniale. D'où leur marginalisation durant la colonisation et ce au profit des groupes ethniques dont les traditions valorisent l'esprit libéral et qui résistent faiblement aux assauts de l'impérialo-capitalisme.

En se retranchant derrière le minable argument de traditions ethniques inhibitrices de la modernisation, les défenseurs de l'ordre colonial refusent de rechercher les causes profondes des conflits ethno-politiques urbains inscrites dans la réalité fondamentale de la société coloniale. Etant au service de l'idéologie dominante, ils pratiquent la diversion, la désinformation, la masturbation intellectuelle, etc.

Paul Mercier, après avoir tergiversé dans son premier article (1961:70), se ressaisit, quatre ans après, dans un second article (1965:145-146). Il cesse d'être ambigu et devient tranchant. Suivons-le:

La colonisation, par les transformations qu'elle a apportées sur les plans économique, éducationnel, religieux, etc., a déclenché des processus de différenciation sociale radicalement nouveaux. Elle a favorisé la naissance de la stratification sociale sur la base de la profession, des revenus, du mode et du genre de vie, etc.

En effet, malgré leur relative importance, les différences traditionnelles, basées sur la culture et l'histoire des divers groupes ethniques, ne constituent pas, durant le règne colonial et après celui-ci, une source fondamentale de frictions et de luttes ethno-politiques au Zaïre. La source structurale de conflit paraît plutôt se situer, comme l'ont suggéré Paul Mercier, Jean Ziegler (1978:53), Crawford Young et Samba Kaputo, dans la modernisation coloniale. Celle-ci distribue, comme nous le verrons bientôt, ses apports d'une manière très inégalitaire entre les régions et surtout entre les groupes ethniques.

2 - La division ethnique, une stratégie politique

Après s'être emparé de l'immense territoire qui constituera désormais le Congo belge, après avoir assujéti ses diverses populations, le roi Léopold II d'abord et la Belgique ensuite débutent véritablement la modernisation de leur colonie. Cette modernisation, nous le savons déjà, se résume en peu de mots: l'exploitation économique. Or, les forces productives qu'ils trouvent sur place sont faiblement développées.

D'où, à travers le Congo, des agents coloniaux, du capital et de l'Evangile, mobilisant les forces humaines locales, arrachent certains

espaces à la nature, les rationalisent, les fonctionnalisent. Ces espaces, nouvellement aménagés, selon des normes occidentales, enfantent le Congo des villes, des centres extracoutumiers et des missions. Ainsi s'élèvent, à travers le pays, des agglomérations de type moderne telles Léopoldville, Stanleyville, Luluabourg, Coquilhatville, Thysville, Elisabethville, Jadotville, Bukavu, Kikwit, etc.

Bases des opérations économiques ou politico-idéologiques ou les trois à la fois, ces centres urbains ou extracoutumiers s'érigent généralement, selon Michel Merlier (1962:73), autour des sites miniers, touristiques, stratégiques ou sur des terres fertiles sur lesquelles les cultures de rente poussent comme des champignons. Certains centres extracoutumiers, tels Luebo au Kasai et Inkisi au Bas-Zaïre, prennent corps autour des missions.

Ces centres urbains et extracoutumiers reçoivent presque exclusivement, et ce tout au long de la colonisation, tous les investissements économiques et sociaux. Entreprises industrielles, commerciales et touristiques réalisent considérablement l'expansion du niveau des forces productives et l'élévation de la productivité du travail. Routes enduites de bitume et voies ferrées relient les usines aux divers quartiers urbains et parfois aux autres sites industriels. Etablissements sanitaires les mieux fournis en produits pharmaceutiques et en personnel médical et paramédical sont au service des citoyens. Etablissements scolaires les mieux encadrés pédagogiquement et les mieux équipés en matériels didactiques forment les employés, les

ouvriers et autres auxiliaires autochtones dont le Congo des villes a besoin.

2:1 Dépendance commune, solidarité des opprimés

Il est donc clair, ici, qu'on assigne forcément aux masses villageoises, pour paraphraser Jean-Philippe Peemans (1981:16), le rôle d'acteurs passifs et surexploités. Il est donc clair également qu'une bonne partie de la force de travail paysanne a déjà subi l'étape du déracinement, de la rupture des configurations, des habitudes et des insertions traditionnelles. Elle est entrée, par imposition, dans de nouveaux modèles de regroupement social extra-ethniques et extra-coutumiers. Ici, le brassage ethnique et culturel devient inévitable.

Dans les centres urbains et extracoutumiers, dans les usines, dans les plantations, dans les écoles, sur les stations missionnaires comme sur la place du marché, des ethnies jusque là hostiles, comme les Bayaka et les Bakongo, ou qui s'ignoraient mutuellement, tels les Bayanzi et les Bashi, se rencontrent, se découvrent. Ensemble, ou les unes après les autres, elles se rendent progressivement compte aussi bien de leurs différences que de leurs ressemblances. Elles deviennent particulièrement sensibles à leur condition commune de dominés et d'exploités que leur infligent des hommes et femmes qui diffèrent d'elles sur plusieurs points: racial, économique, social, politique. Vers où vont-elles alors? Jean Ziegler (1978:57) nous apporte une certaine lumière:

"l'agression impérialiste unifie le peuple dominé de l'extérieur, elle crée l'unité négative de toutes les classes qui composent ce peuple."

Au Congo belge de l'époque, l'agression coloniale unifie les diverses ethnies dans une même dépendance. Cette dépendance commune les réveille progressivement. Bayaka, Bakongo, Baluba, Bamongo, Balunda, Banande, Bazande, Bakuba, Bapende, etc., qui vivent à Léopoldville où, généralement, ils se rencontrent pour la première fois, commencent à se rapprocher. Se rapprochant, se connaissent. Se connaissant, s'apprécient. S'apprécient, s'entendent. S'entendant, commencent à devenir solidaires devant les envahisseurs.

Des exemples? Ils sont légion à travers l'époque coloniale. Cependant, prenons seulement deux cas pour illustrer nos propos. Nous empruntons le premier exemple d'un officier belge du nom de Lothaire. Celui-ci travaillait, dans les années 1890, parmi les peuples bangala de l'Equateur. Il fait une remarque très significative relatif au resserrement des rangs des Congolais lorsqu'ils se trouvent en face des occupants.

Comme pour appeler ses compères à prendre conscience de cette situation alarmante, Lothaire écrit, sur un ton grave:

"prenez un contingent de travailleurs engagés à bord des steamers, ou travailleurs dans les établissements du Haut et du Bas-fleuve, choisissez-les parmi tous les groupes de ces régions; ils deviennent tous des Bangala. Ils vous diront: "nous Bangala". Qu'ils appartiennent même à des groupes hostiles, devant l'étranger, ils s'uniront." (in Young 1968:115)

Cela se passe de commentaires.

Quittons l'Equateur pour le Kasai et plus particulièrement pour la ville de Luluabourg. Ici, en juillet 1895, rapportent Hilde Eynikel (1984:118) et Tshimanga wa Tshibangu (1976:56), les militaires Batetela se révoltent contre le colonisateur. Dans cette révolte, qui se termine par une très sévère répression dans la seconde moitié de 1896, les Bakusu, les Baluba, les Lulua, les Songe, les Bangala, etc. se battent aux côtés des Batetela, contre les occupants! Remarquons qu'avant la colonisation, les Batetela-Kusu, qui étaient au service des esclavagistes arabes, ne s'entendaient pas avec les Baluba qu'ils avaient transformés en marchandises humaines. Les Bangala et les Baluba ne se connaissaient même pas (Mabika Kalanda 1969:41). Mais voilà qu'ils se retrouvent, devant d'autres inconnus, du même côté pour s'opposer à leurs abus.

Comment expliquer que des ethnies hostiles, comme les Batetela et les Baluba, ou qui s'ignoraient jusque là, comme les Bangala et les Baluba, puissent parvenir à la fraternité? Nous dirions, à la suite de Lénine (in Harnecker 1974:165), que "c'est l'instinct des exploités qui les amène à réaliser la fraternité au front".

En d'autres termes, si les autochtones congolais, d'origine ethnique diversifiée, commencent à réagir communément face à l'agression coloniale, c'est qu'ils sont traversés par ce que Marta Harnecker (1974:165) appelle "instinct de classe", que Georg Lukács (1960:71) qualifie de "fausse conscience" et que Jean Ziegler (1978:55), suivant ce dernier, dénomme "conscience de classe possible". Toutes ces expressions désignent la première étape de la conscience de classe.

A cette étape, les divers peuples congolais, des villageois généralement analphabètes et incultes brusquement urbanisés et prolétariés, n'ont pas encore une conscience de classe claire de leurs conditions matérielles d'existence. Cette étape se caractérise par la convergence discontinue, ponctuelle, éphémère, spontanée des intersubjectivités autochtones. La conscience de classe possible ou l'instinct de classe ou encore la fausse conscience de classe ne surgit qu'à certains moments de crises, face à certains adversaires déterminés. "Elle n'oppose pas, précise Jean Ziegler (1978:55), au système de violence symbolique du colonisateur un refus global ni une totalité alternative."

De même, les révoltes des Batetela à Luluabourg, des Pende à Gungu, des dockers à Matadi, des mineurs à Elisabethville et d'autres encore ne revêtent pas un caractère révolutionnaire. Dépourvus de leaders et d'objectifs clairement définis, ces conflits sociaux semblent n'être que de simples mouvements de masses non organisés. Ils ne démontrent que l'existence d'une conscience purement revendicative. Crawford Young

(1968:148) le dit en d'autres termes: "plutôt que des révoltes soutenues, c'étaient des explosions éphémères".

2.2 Une stratégie: abaisser "l'autochtone", élever "l'étranger"

Mais ces sauts d'humeur répétés, qui ne visent aucun changement radical, suffisent pour alerter celui qui les observe attentivement: le colonisateur. Voilà donc. Après avoir fabriqué "son" Congo, en rassemblant et en faisant vivre ensemble des groupes ethniques différents culturellement et distants géographiquement, mais qui commencent à mettre en première ligne non pas leurs différences, mais plutôt leurs ressemblances, l'Etat colonial réalise immédiatement son erreur. Il venait de mettre sur pied, inconsciemment, une réunion de forces, une coalition de pression largement majoritaire d'autochtones susceptible de se retourner contre lui-même, d'ébranler ou même d'annihiler son pouvoir. Que fait-il alors? Il arrête une stratégie.

Mais l'Etat colonial belge, dit Mpinga Kasenda (1973:20), n'a pas de politique coloniale claire, précise et coordonnée. Il l'invente selon les circonstances et les lieux. Néanmoins, en matière d'ethnicité, Samba Kaputo (1975:6) et Thomas Kanza (1959:27) constatent une constance: l'Administration coloniale fait de la division ethnique une stratégie politique. Comme cela?

Tout le secret de l'idéologie dominante, qui tient à détourner l'attention des autochtones de ses actions, paraît résider dans l'accès

aux avantages de la civilisation moderne et dans la prétendue adaptabilité de chaque ethnie à cette dernière. L'enseignement de type occidental, l'économie capitaliste qui introduit le travail salarié, l'urbanisation, le christianisme, etc. constituent, à l'époque coloniale, les principaux facteurs d'accession à la modernité. Mais ils sont, en même temps, porteurs de ségrégation sociale.

Comment met-on ces facteurs d'accession à la nouvelle civilisation dans le coup? Compte tenu de ses ressources limitées, avance Crawford Young (1968:127), la puissance coloniale se choisit et s'attache, comme pointes de flèche de la pénétration, quelques ethnies clés. C'est-à-dire des ethnies par lesquelles son message va s'infiltrer pour se répandre au niveau de la totalité sociale congolaise. Le critère principal de ce choix, ajoute Crawford Young, est la réceptivité apparente pour les idées nouvelles.

Elle mise donc sur certains des fameux groupes ethniques de type segmentaire, aux organisations socio-politiques traditionnelles molles ou inconsistantes. Elle considère aussi le cas des ethnies riveraines et commerçantes habituées aux contacts avec l'extérieur. La puissance coloniale effectue ces choix sur la base des rapports, mieux, des impressions de voyage des premiers explorateurs du territoire congolais.

En effet, plusieurs années auparavant, des explorateurs célèbres tels que David Livingstone, Henry Morton Stanley, Von Wissman, Verney Lovett Cameron, les missionnaires tant protestants que catholiques et

même les esclavagistes arabes, etc. avaient déjà vanté le dynamisme personnel, l'esprit d'initiative, l'intelligence, la force et même la constitution physique des membres des ethnies comme les Bakongo, les Batetela, les Bakusu, les Lokele, les Bobangi et particulièrement les Baluba du Kasai. Crawford Young (1968:127) rapporte que

les explorateurs Livingstone, Cameron et Von Wissman ont tous été grandement impressionnés par les Luba. Von Wissman, par exemple, déclarait que les Luba étaient pour les missions un terrain plus fertile que les autres peuples d'Afrique.

L'idée fait mouche. Elle se répand comme une trainée de poudre parmi les Européens du Congo. Les Belges particulièrement considèrent, dès leur arrivée, les Baluba comme un peuple extraordinairement dynamique. Les Baluba, qui sont pourtant en plein centre du pays, jouissent, dès lors, de leur préférence au Kasai. Et ils feront tout, durant la colonisation, pour mériter et garder cette bonne image qu'on leur attribue. Nous y reviendrons ultérieurement.

Longtemps avant les Baluba du Kasai, les Bakongo de Léopoldville, qui occupent l'extrémité occidentale du pays et bordent l'Océan Atlantique, étaient déjà entrés dans les bonnes grâces des Européens depuis la fin du 15^e siècle. Et ce, par l'intermédiaire du Portugal. Georges Balandier (1955:297) note que les Bakongo étaient, en Afrique centrale, l'une des sociétés les mieux préparées à entrer en rapport avec la civilisation européenne.

Un contact prolongé avec les régions côtières avait donné aux

Bakongo un sens commercial très aigu et l'habitude de servir d'intermédiaires intéressés et subordonnés du pouvoir colonial. Balandier (1955:298) ajoute: "il est à remarquer que ce peuple a cherché très tôt à multiplier les contacts avec la société coloniale". Il dit juste. Mais il faudrait inverser les rôles: c'est plutôt la société coloniale qui a cherché à avoir de bons rapports avec les Bakongo en vue de se servir d'eux.

Deux autres ethnies riveraines, à l'esprit traditionnellement libéral et marquées depuis des temps immémoriaux par le commerce fluvial qui jouait un grand rôle chez elles, se sont largement ouvertes à l'acculturation. Il s'agit des Lokele de l'ex-Province Orientale (= Haut-Zaïre), qui sont devenus le cheval de Troie du triumvirat colonial à Stanleyville (= Kisangani actuelle) et des Bobangi de l'ex-Province de Léopoldville.

Le célèbre explorateur du Congo, Henry Morton Stanley (in Young 1968:125) les trouve "très ouverts à la civilisation" et croit qu'ils pourront "se révéler très utiles au colonisateur". L'histoire coloniale lui donnera raison. Les autres explorateurs, rapporte A.J. Wauters (in Young 1968:117), les décrivent généralement comme des "gens bien bâtis, forts et intelligents" et donc utiles à la trinité coloniale.

Au Maniema, dans la Province du Kivu, les Bakusu, dont nous avons déjà parlé, sont perçus par les esclavagistes arabes et les premiers explorateurs européens comme des gens extraordinairement

entrepreneurs.

Rien d'étonnant que le colonisateur, les colons et les missionnaires misent, dès qu'ils foulent le sol congolais, sur les fameux Bakongo, Baluba du Kasai, Lokele, Bopangi et Bakusu. Ils portent tous une marque indispensable à l'introduction du capitalisme et du christianisme: leur réceptivité aux idées nouvelles. Rien d'étonnant non plus qu'avec "l'élection", par les nouveaux maîtres du pays, de leur ethnie au poste clé de "l'ethnie clé" de leurs entités politico-administratives respectives, que les Baluba du Kasai, les Bakongo de Léopoldville et les Bakusu du Kivu, pour ne citer que les cas les plus célèbres, partent de très bon pied avec le triumvirat colonial. Et ce, surtout quand ce dernier débute véritablement la modernisation de sa colonie, c'est-à-dire son exploitation économique.

Pour réaliser ce noble objectif, qui justifie fondamentalement sa présence sur la terre congolaise, le triumvirat colonial a besoin d'une armée de réserve du travail. Une main-d'oeuvre non qualifiée qu'il peut se procurer à bon marché dans toutes les ethnies et aussi et surtout une main-d'oeuvre semi-qualifiée et qualifiée composée d'auxiliaires congolais ayant accompli quelques études ou reçu une formation générale ou technique de type occidental. Ces auxiliaires, qui constitueront son fer de lance, le triumvirat colonial les forme et les recrute majoritairement dans "ses ethnies élues".

Dans les provinces de Léopoldville, du Kasai et du Kivu par exemple,

ce sont naturellement les Bakongo, les Baluba et les Bakusu qui jouissent, en priorité, de ces droits. "Une génération d'avance en matière d'instruction, cela fait une différence capitale", s'exclame Crawford Young (1968:126). Cette avance en matière d'instruction implique une avance aussi en matière d'urbanisation, du travail salarié, de la croissance économique, de l'éveil politique et idéologique en faveur de ces ethnies.

Car, ces auxiliaires congolais, formés à l'occidentale, vont travailler, non pas dans leurs communautés villageoises, mais plutôt dans le Congo moderne, celui des villes, des centres extracoutumiers et des missions. Loin de leurs ethnies d'origine, mais près du colonisateur, du colon et du missionnaire. Ceux-ci tiennent en main les instances politique, économique et idéologique. C'est-à-dire là où le triumvirat colonial avait déjà érigé les centres économiques, politico-administratifs et idéologique tels Léopoldville, Luluabourg, Elisabethville, Jadotville, etc.

Dans ces centres éloignés de leur contrée d'origine et situés sur le territoire d'autres ethnies, ces congolais formés à l'occidentale et qui y seront bientôt suivis des membres de leurs familles (au sens large), vont jouer un rôle de premier plan parmi tous les⁷ Noirs urbanisés. Ils y constitueront l'élite noire. Et ce aux côtés de leurs promoteurs et protecteurs européens, mais en défaveur des originaires du territoire urbain sur lequel ils s'établissent. On élève donc "l'étranger"¹, mais on

¹ Tous les membres d'une ethnie favorisée par le système colonial et qui travaillent dans une ville située sur le territoire d'une autre ethnie sont qualifiés d'étrangers par les originaires. C'est dans ce sens

abaisse le "propriétaire du sol". C'est l'exclusion mutuelle qui se prépare. Samba Kaputo (1975:8) nous rend compte de cette situation:

A Kintanu, par exemple, le colonisateur fit appel aux travailleurs Ntandu, formés dans les écoles des Pères Jésuites de Kisantu, pour occuper des postes de commandement dans une région ndibu. Au Kasai, les travailleurs luba, formés dans les écoles des Pères scheutistes (et presbytériennes), occupèrent la moitié des postes de responsabilité accessibles aux Africains dans la ville de Luluabourg, dans une région lulu. Au Kivu, l'administration coloniale et les sociétés privées de Bukavu eurent recours aux commis Kusu, originaires de la région du Maniema, formés à l'école des "clercs" de Kindu. La population locale Shi était, quant à elle, employée aux travaux lourds qui n'exigeaient aucune qualification. A Lodja (Kasai), centre construit en territoire Tetela-Eswe, les Tetela-Ekonda étaient les principaux auxiliaires de la colonie.

Voilà donc! Après avoir usé d'une violence physique toujours brutale à l'endroit des masses autochtones urbanisées et prolétarisées, l'impérialisme et le capitalisme coloniaux changent de stratégie. Sans vraiment dissoudre l'appareil classique de coercition, ils préfèrent maintenant, dirions-nous avec Alain Bouc (1981:59), "des procédés moins visibles, mais d'action plus profonde". Ils instaurent la balkanisation ethnique, la dislocation sociale, la dépolitisation tranquillisante, l'infériorisation de certains groupes ethniques et la supériorisation de certains autres, etc. Toute cette litanie de complots tranquilles vise un seul objectif: l'exploitation des divergences de plusieurs séries d'oppositions sans projet. C'est la diversion pure et simple.

Michel Merlier (1962:171), parlant également du Congo belge, nous

que nous utiliserons, à travers ce texte, le mot étranger.

donne une autre illustration de cette stratégie coloniale:

la bourgeoisie blanche utilise la concurrence entre les ouvriers pour réduire encore leur salaire, tout en freinant l'association des prolétaires noirs contre leurs exploiters. Dans cette voie, le patronat suscite la forme la plus primitive de la concurrence ouvrière, recrutant et opposant habilement des paysans originaires de peuples et de tribus rivales: Tshokwe contre Lunda, Lulua contre Baluba, par exemple, sur les chantiers de la Forminière.

La manipulation de la corde ethnique ne se fait pas uniquement dans les villes de l'intérieur. Même à Léopoldville, la capitale de l'Etat colonial, on recourt souvent à elle pour régler, en faveur de l'exploiteur, certaines situations. Michel Merlier (1962:258) revient à la charge:

pour attiser la concurrence économique, l'administration et le patronat suscitent les querelles ethniques, opposant aux manoeuvres bakongo (41% de la population), épaulés par les étrangers (25%) souvent originaires des régions voisines de l'Angola, de Cabinda et du Congo français, les Bayaka et les Basuku du Kwango et du Kwilu, sous-prolétariat misérable, et surtout les Bangala du Haut-Congo, les premiers urbanisés.²

Souvenons-nous que les Bakongo constituent à Léopoldville, capitale du Congo belge, le groupe ethnique favori de la classe capitaliste coloniale. Ils sont généralement plus instruits que tous les autres groupes ethniques habitant la capitale. Ils occupent, dans la fonction publique et les entreprises privées, la majorité des postes de prestige

² Une explication est nécessaire ici: les 25% d'étrangers dont parle Michel Merlier sont des Bakongo d'Angola, de l'Enclave du Cabinda (aujourd'hui province angolaise) et du Congo français (=République populaire du Congo) habitant Léopoldville.

réservés aux Congolais. Ils constituent l'élite dans leur "propre" ville de Léopoldville et la majorité numérique: 66% en 1954^a.

En cette même année 1954, le poste politico-administratif le plus prestigieux que peut occuper un Congolais est vacant. Il s'agit du poste de Chef de la Cité indigène de Léopoldville. Henri Bongolo, le premier Congolais détenteur de ce poste important, vient d'être limogé en douceur. Il est un membre du groupe ethnique Bangala. Bongolo parti, plus aucun Congolais n'exerçait de fonctions officielles importantes (Diakanua 1969:4). L'administration coloniale semblant hésiter de le remplacer par un autre Congolais, l'Abako (Alliance des Bakongo) sort de sa réserve et fait des propositions à l'autorité établie et ce dans un langage inhabituel:

"Etant donné que les cités de Léopoldville comptent 82% de Bakongo, l'Abako qui représente ce pourcentage se voit obligée de donner son avis sur cette question" (in Diakanua 1969:4)

Qu'est-ce à dire? En termes clairs, convenons-nous avec Aimé Diakanua (1969:5), "c'est, toute proportion gardée, l'hégémonie politique des Bakongo que l'Abako propose à l'administration". Sinon, que signifierait cette revendication démocratique qui fait référence au règne juridique de la majorité numérique et donc au suffrage universel? De plus, cette revendication est précédée d'une liste de cinq candidats bakongo aux responsabilités tant convoitées de chef de la cité indigène.

^a Les Bakongo eux-mêmes avancent le chiffre de 82%. Nous le verrons bientôt.

Mais l'administration coloniale, qui passe pour un maître dans l'art du monologue, fait la sourde oreille. Elle nomme bruyamment un autre Mungala au poste de Chef de la Cité. Du coup, elle accuse les Bakongo de vouloir imposer leur domination à tous les groupes ethniques de Léopoldville et particulièrement aux Bangala groupés, depuis 1953, dans "Liboke-lya-Bangala"⁴. Celle-ci, conduite par Jean Bolikango, s'oppose à la tentative d'hégémonie de l'Abako, dirigée par Joseph Kasa-vubu, futur premier président du Congo indépendant.

Cette promotion socio-politique des Bangala sur la terre des Bakongo constitue, aux yeux de ces derniers qui forment jusqu'ici la classe ethnique autochtone la plus élevée socialement, une injure proférée à leur communauté. Ils ne l'avaient donc pas. Malheureusement pour eux, ce fait là ne reste pas isolé. Il n'est que le début du retournement de leur situation. Car, à partir de cette année 1954, le triumvirat colonial change, avec habileté, d'allié. Il facilite l'admission des Bangala dans la catégorie sociale des "évolués" qu'il tente de susciter, depuis 1950, dans les centres urbains du Congo.

Qu'est-ce que c'est, ces "évolués"? Suivons la Fédération Congolaise des classes moyennes (Fedacol), organisation des colons du Congo (in Young 1968:35):

⁴ L'expression signifie: Union des Bangala.

Il faut organiser une classe d'indigènes évolués qui se déclarerait d'accord avec les idéaux et les principes de notre civilisation occidentale, et qui seront, à standing égal, nos égaux en droits et devoirs; moins nombreux que la masse indigène, mais puissants et influents, ils seront ces alliés qu'il nous est indispensable de trouver auprès des communautés indigènes. Ces classes moyennes seront la bourgeoisie noire qui commence à se développer partout, que nous devons aider à s'enrichir et à s'organiser et qui, comme tous les bourgeois du monde, seront opposés à tout bouleversement aussi bien intérieur que venant de l'étranger.

Ces alliés autochtones dont on doit aider à s'enrichir et à se rendre puissants et influents, le triumvirat colonial les trouve maintenant plus nombreux dans les rangs du "Liboke-lya-Bangala". Outre Henri Bongolo susmentionné, Eugène Kambamba, Antoine-Roger Bolamba, Lomami Tshibamba, Joseph Ileo, Paul Bolya et d'autres Bangala de Leopoldville sont de ceux-là. Le triumvirat colonial ne fait plus tellement cas des Bakongo dans le recrutement des nouveaux membres de la classe des "évolués". D'où, commente Aimé Diakanua (1969:14), "la surdétermination des évolués bakongo se considérant comme délaissés par l'administration".

Mais la mise au rancart des Bakongo ne s'arrête pas là. Car l'Eglise catholique, la troisième entité du triumvirat colonial, s'en mêle, quelques semaines avant les premières élections municipales de 1957. Et ce, par le biais de l'agence de presse DIA, instrument idéologique des Pères de Scheut. Dia mène, en effet, une campagne de dénigrement contre l'Abako (Young 1968:134). Elle prend le parti de "Liboke-lya-Bangala" contre l'Abako. Elle accuse les dirigeants de l'Abako de vouloir créer, le moment venu, ce qu'elle appelle déjà "un parti révolutionnaire fanatique" (Diakanua 1969:17).

Outre tout ce qui précède, les Bakongo se sentaient déjà menacés, plusieurs décennies auparavant, par l'imposition coloniale, dans leur "propre" ville de Léopoldville, du lingala qu'ils considèrent comme la langue des Bangala⁵. Langue de communication de l'armée et de la police coloniales qui se constituent essentiellement des Bangala, le lingala est la langue véhiculaire de Léopoldville. On l'enseigne dans toutes les écoles. Il influence les contrées kongo environnantes et les autres groupes ethniques habitant Léopoldville.

Tous ces faits, conjugués, font croire aux Bakongo que les coalitions socio-politiques coloniales dominantes complotent contre eux. Ce qui les amène, argue Crawford Young (1968:117), à suspecter l'administration et à se tenir à l'écart des Bangala. Ces événements successifs aiguisent considérablement leur ethnicité. Toujours en 1957, repliquant aux attaques de ses détracteurs, l'Abako (in Crawford Young 1968:124; Diakanua 1969:17) revendique clairement l'hégémonie des Bakongo à Léopoldville:

⁵ En réalité, le lingala n'est pas la langue des Bangala. H. Bursens (in Young 1968:116) dit qu'il fut, à l'origine, un dialecte du commerce fluvial qui a subi l'influence de plusieurs autres dialectes dont le lobobangi, le kikongo et le swahili.

Tout émigrant du Haut-Congo dans nos régions est considéré comme habitant du pays. Les Bakongo qui sont installés dans les régions du Haut-Congo sont aussi les habitants du Congo. Mais ils sont tenus, les uns et les autres, au respect des droits des habitants dans les milieux où ils vivent... Léopoldville, Brazzaville, le Kwango, l'Angola et Pointe-Noire formaient jadis et durant des siècles... l'Ancien Royaume du Kongo, Etat divisé en 1885 entre la France, la Belgique et le Portugal. Léopoldville est donc, comme tout le reste du Bas-Congo, territoire des Bakongo.

Lorsque l'Abako parle, en 1957, des émigrants du Haut-Congo, elle s'adresse particulièrement aux Bangala, ces "étrangers" qui, par la complicité de la trinité coloniale, rafflent déjà les places importantes aux Bakongo. Elle cherche, en cette année électorale et de réforme du statut administratif des villes, à rattacher Léopoldville à la région du Bas-Congo, fief des Bakongo. Ce qui lui permettrait d'interdire aux Bangala d'y exercer les fonctions d'autorité. C'est dans ce sens qu'il faudrait aussi comprendre sa revendication démocratique de 1954 basée sur la loi de la majorité.

Curieusement, c'est au cours de cette année (1957) d'effervescence ethnique que le gouvernement colonial décide d'organiser, pour la première fois, des élections municipales dans les communes congolaises de certaines villes importantes: Léopoldville, Elisabethville, Jadotville. Comme on pouvait s'y attendre, un lieu s'établit automatiquement entre l'ethnicité et la politique. Et ce d'autant plus que les partis politiques sont strictement interdits au Congo belge. C'est donc naturellement sous l'aspect d'une dualité Bakongo-Bangala que les masses léopoldvilloises abordent ces premières élections. L'administration coloniale, qui semble neutre, est, en réalité, avance Thomas Kanza

(1959:30), dans la mêlée, derrière les Bangala.

Cependant, les Bakongo, plus homogènes et aidés par la loi du nombre, battent leurs adversaires de classe ethnique à plate couture. Ils gagnent 133 sièges de conseillers communaux sur 170 et désignent parmi eux les 8 bourgmestres des communes africaines (Young 1968:80; Diakanua 1969:21). Joseph Kasa-vubu, le futur président du Congo indépendant, est élu bourgmestre de la commune de Dendale qui porte aujourd'hui son nom.

A la lumière de tout ce qui précède, une question, capitale, jaillit: pourquoi les Bakongo qui étaient, jusqu'en 1954, les principaux auxiliaires du triumvirat colonial à Léopoldville sont-ils devenus la cible des intrigues de ce dernier? Karl Marx et Friedrich Engels (1972:48) écrivent:

Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se représente momentanément. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat est et ce qu'il sera obligé historiquement de faire conformément à cet être. Son but et son action historiques lui sont tracés, de manière tangible et irrévocable, dans sa propre situation, comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle.

Comment appliquer ces dires de Marx et Engels aux Bakongo? Les "évolués" bakongo, qui fréquentent assidûment la classe capitaliste dominante, ont intériorisé les significations de cette dernière. Ils perçoivent, dirions-nous avec Jean Ziegler (1978:56), "la contradiction entre la praxis de domination et l'enseignement du discours égalitaire,

évangélique, nourri de valeurs universelles". Ils saisissent ce discours et commencent à le retourner comme une arme de liberté contre l'agresseur. Comment cela?

Revenons un peu en arrière. L'Alliance des Bakongo, Abako en abrégé, fut fondée en 1950, par Edmond Nzeza-Nlandu, inspiré par les Pères Jésuites et spécialement par le Révérend Père Van Wing. Objectif avoué de l'association: défendre et promouvoir la langue et la culture kongo menacées d'extinction à Léopoldville. En 1954, Joseph Kasa-vubu accède à la présidence de l'Abako (Young 1968:116-126). Kasa-vubu donne à l'Abako des allures de plus en plus politiques. Cette dernière, on l'a vu, commence par revendiquer, fait inédit, le poste politico-administratif de chef de la cité pour les Bakongo à Léopoldville. Les griefs contre le triumvirat colonial se cristallisent en son sein. Cependant, de l'appel à l'unité de langue qui a permis sa naissance, l'Abako passe à l'appel à l'unité de peuple. Laissons elle-même s'exprimer (in Young 1968:118):

Tous les Bakongo se sentent frères issus d'une même souche: Kongo dia Ntotila. Cependant, depuis l'écroulement de notre cher Royaume provoqué par les guerres incessantes avec nos voisins Yaka et l'esclavagisme des trois derniers siècles, nous ne sommes plus unis... Concentrons nos efforts et nos capacités intellectuelles afin que nous ne rations jamais le but de cette grande oeuvre nationale que nous voudrions entreprendre.

Une grande oeuvre nationale dans un Congo belge? Le triumvirat colonial sait maintenant ce que l'Abako sera, obligée historiquement de faire conformément à son être de colonisé. Il se résoud à la combattre

astucieusement. Et ce, en se procurant de nouveaux alliés, les Bangala, et en procédant pompeusement à la promotion socio-politico-économique de ces derniers. Les Bangala se groupent, sous l'instigation des Pères de Scheut, dans "Liboke-lya-Bangala"⁶. En même temps, le triumvirat colonial suscite la création d'autres associations ethniques. Ex: la Fédération du Kasai qui réunit les Baluba, les Lulua et tous les groupes ethniques originaires de la province du même nom. Il leur assigne toutes une seule mission: contrer la puissance montante de l'Abako. En même temps, il veille à ce que chacune d'elles agisse séparément.

Remarquons l'astuce: les Pères Jésuites ont inspiré (de bonne foi? la question reste posée) la création de l'Abako; les Pères scheutistes celle du "Liboke-lya-Bangala"! Les Jésuites et les Scheutistes ne s'excluent pas. Mais, bientôt, leurs filleules vont ouvertement s'exclure à Léopoldville même. Sous leurs yeux!

Qui sont ces Bangala dont on oppose aux Bakongo? Une invention coloniale, un groupe ethnique qui n'a jamais existé sur le sol congolais. Qu'est-ce à dire? André Tshibangu (1958:121) rapporte qu'il s'agit, à Léopoldville, d'un groupe ethnique coalisé. Celui-ci se compose, en 1957, de 48 ethnies minoritaires dans la capitale congolaise et de 50.000 membres provenant en grande partie de l'Equateur et dans une moindre mesure de l'ex-province Orientale. Les Bakongo et les prétendus Bangala ne s'étaient jamais rencontrés avant l'agression coloniale qui

⁶ L'expression signifie ligue ou union des Bangala.

les a unis. N'eussent été les intrigues coloniales des années cinquante, ils ne se seraient probablement pas heurtés.

3 - Luluabourg, un cas unique en son genre

Pour mieux illustrer nos propos précédents, quittons le monde général, le Congo belge, pour un monde particulier, l'ex. Province du Kasai et plus précisément sa capitale: Luluabourg⁷... Afin de tenter de comprendre et d'expliquer, sociologiquement, le conflit ethno-politique le plus meurtrier, le plus riche en enseignements et le plus contagieux qu'ait connu le Zaïre (Congo). Il s'agit du conflit qui y a opposé, de 1959 à 1962, les Lulua, "propriétaires du sol", aux Baluba, "étrangers". Ce conflit est la clé de compréhension de la politique coloniale belge en matière de relations ethniques.

Quelles seraient, avant toute chose, les conditions objectives qui auraient conduit les deux groupes ethniques à cet affrontement? Autrement dit, comment se seraient-ils rendu compte qu'ils constituaient deux classes ethniques antagoniques? Il s'agira donc, dans cette section, de découvrir, dans les configurations historico-sociales, la place réelle des Lulua et des Baluba dans l'échelle sociale de Luluabourg en particulier et du Kasai en général. Découvrons d'abord ces deux groupes ethniques.

⁷ Rappel: Luluabourg est devenue, depuis 1966, Kananga. Mais pour rester fidèle à l'histoire comme convenu au départ, nous maintiendrons l'ancien nom.

3:1 Une ethnie divisée, la solidarité brisée

Jérôme Rousseau (1978:64) déclare que "de façon générale, l'ethnicité (comme le groupe ethnique aussi) contribue à identifier et à expliquer l'existence de catégories d'individus et de groupes distincts". Baluba et Lulua rentrent-ils dans ce cadre? Définir l'ethnicité et le groupe ethnique est, nous l'avons vu au départ, très difficile. Cette difficulté s'avère plus énorme encore dans le cas des Lulua et Baluba du Kasai. Dans ce sens qu'originellement, ils ne constituaient pas deux ethnies distinctes. Qu'est-ce à dire?

Historiquement parlant, Baluba du Kasai (Bakwa Kalonji, Bakwa Disho, Bena Tshiyamba, Bena Mpuka, Bakwanga, Bena Kanyoka, Basonge, etc.), Lulua (Bakwa Katawa, Bena Mutombo), Bakwa Luntu et Bakwa Mputu⁸ sont, de l'avis unanimes des auteurs tels Mabika Kalanda (1970:68) et Robert Cornevin (1970:44), basé sur les traditions luba, issus d'un ancêtre commun. Il s'agit de Nkongolo, fondateur, vers la fin du 15^e siècle, du premier empire luba, duquel descend, par la lignée matrilineaire, Kalala Ilunga Mbidi, créateur, au milieu du 16^e siècle, du second empire du même nom.

Le siège de cet empire se situait à Nsanga a Lubangu. Un lieu mythique que vénèrent tous les Baluba. Il se serait aujourd'hui enfoui

⁸ Tous les noms mis entre parenthèses sont des sous-groupes luba.

quelque part dans le Nord-Shaba. Là, résident encore les Baluba Shankadi, les Baluba Hembra et les Baluba Sanga, autres frères historico-culturels de ceux habitant aujourd'hui le Kasai. Mabika Kalanda (1970:67) conclut: "dès lors, les Baluba, du Katanga (Shaba) au Kasai, sont un seul et même peuple".

D'où vient alors la division? A la mort du fondateur du premier empire luba, une longue guerre de succession éclate entre ses descendants. Kalala Ilunga Mbidi gagne la guerre. "A la suite de cette victoire et plus tard des disettes qui se seraient abattues sur la région, une grande masse de Baluba se décide de quitter le Katanga en direction du Kasai" (Mabika Kalanda 1970:87). Ils arrivent au Kasai tribu par tribu, à des moments différents et s'éparpillent à travers la région. Ils restent tous conscients de leur origine commune: Nsanga à Lubangu. Et, sur place, au Kasai, ils fraternisent, coopèrent.

Le premier groupe luba qui immigre au Kasai, aux environs de 1700, se constitue, selon E. Verhulpen (1936:41) et Ian Vansina (1966:17), de ceux qu'on appelle aujourd'hui Lulua. Cette appellation ne serait qu'un sobriquet que ces Baluba se seraient donnés vers la fin du 19^e siècle, après s'être définitivement rendus maîtres du bassin de la rivière Lulua. A. Van Zandijcke (1953:7), soutient, avec force, qu'avant l'agression européenne à partir de 1870, quand les Lulua "eux-mêmes voulaient se désigner sous une appellation commune, ils se disaient des Baluba émigrés venant du sud, ce qu'ils sont en réalité". Mais les envahisseurs européens, qui tiennent à distinguer les tribus luba, mettront plus

d'emphase sur le sobriquet Bena Lulua que ces derniers finiront par adopter.

Ceux désignés vulgairement, de nos jours, sous le vocable Baluba du Kasai (sens strict) constituent le dernier contingent des ressortissants de Nsanga à Lubangu qui s'établissent dans l'est du Kasai entre la fin du 18^e et le début du 19^e siècle. Et ce, au vu et au su de leurs frères Lulua. Mais quelque temps après, ces nouveaux venus subissent les ravages de la maladie du sommeil, des disettes provoquées par l'apparition des criquets migrateurs et par les guerres esclavagistes tshokwe et tetela (Mwela Matambikulu 1987:104).

De nouveau, un bon nombre de ces Baluba émigrent de l'est vers l'ouest où les Lulua, leurs frères déjà établis dans la région, les reçoivent à bras ouverts dans leurs villages. Ils les défendent aussi, armes en mains, contre les esclavagistes tshokwe et tetela. Il en sera de même quand ils fuiront, entre 1880 et 1894, aussi bien les raids et razzias des esclavagistes arabes que la guerre entre ces derniers et les soldats de Léopold II.

Mais sur la terre lulua, les Baluba venus de l'est comptent, également, surtout après 1885, sur la protection des Européens déjà établis au poste de l'Etat de Malandji et sur les stations missionnaires voisines de Mikalayi et Kabwe (Eynikel 1984:47). C'est probablement là le point de départ de la connivence qui s'installera entre les Européens, détenteurs du pouvoir, et les Baluba du Kasai, leur cheval de Troie au

Kasaï.

Cependant, affirme Mabika Kalanda (1970:94), "entre Baluba et Lulua, il n'y a jamais eu de conflits avant l'arrivée des Blancs". La compénétration était aisée entre les deux groupes. Mais, comme l'écrit Jean-Loup Amselle (1985:19),

puisque distinguer en abaissant était bien la préoccupation de la pensée coloniale et de même qu'il était nécessaire de trouver le chef, de même fallait-il trouver, au sein du magna de populations résidant dans les pays conquis, des entités spécifiques.

C'est bien là aussi la situation que le triumvirat colonial s'employera à créer, dès son arrivée, au sein de la grande ethnie Luba, au Kasaï. Il tiendra, en effet, à distinguer continuellement les Baluba du Kasaï, qu'il élèvera, des Lulua, Bakete, Bakuba, Bashilele⁹, etc. qu'il abaissera. Et ce jusqu'à faire des Baluba et Lulua deux ethnies distinctes et à leur faire perdre leur conscience de groupe commune.

3:2 Deux classes ethniques antagoniques

Il y avait donc, au départ du problème luba-lulua, dirions-nous avec Mabika Kalanda (1970:95-96),

⁹ Bakete, Bakuba et Bashilele ne sont pas des Baluba. Ils sont plutôt les premiers occupants du Kasaï occidental.

différence de situation de la personne: d'un côté, le Muluba désorganisé et livré brutalement à lui-même par les guerres esclavagistes; de l'autre côté, le mwena Lulua intégré à une organisation sociale stable... Le Muluba devient ainsi l'homme qui compte avant tout sur lui-même et sur l'autorité établie.

Or, ce peuple luba du Kasai, désorganisé et livré à lui-même à la pénétration coloniale, avait acquis une réputation. Celle "d'un peuple particulièrement dynamique, supérieur aux autres ethnies" et ouvert aux idées nouvelles que lui avaient conférée les premiers explorateurs européens et arabes (Young 1968:127). Il remplit donc, aux yeux du triumvirat colonial, les conditions nécessaires lui permettant de mériter sa place de l'"ethnie clé" du Kasai. C'est-à-dire l'ethnie par laquelle le message de la "civilisation" européenne va pénétrer furtivement le centre du pays. Comment cela se passe-t-il concrètement?

Suivant l'analyse de Henri Weber (1975:100-101), tout acteur social, toute fraction de la société qui concentre entre ses mains une partie ou tous les instruments de la puissance sociale accède, indubitablement, à l'hégémonie sociale. Au Congo belge, ce ne sont pas, naturellement, les membres des fameux "groupes ethniques clés", comme les Baluba et les Bakongo, qui les détiennent. Ils ne sont plutôt que des outils de travail de la classe capitaliste coloniale, véritable détentrice du pouvoir social. Ses membres (Européens) constituent, dans leur globalité et quelque soit leur rang social, cette fraction sociale qui domine les autres.

Dans toutes les villes du Congo belge, la classe capitaliste coloniale

étale, avec la propriété privée et le contrôle des moyens de production, sa puissance économique. Jean-Philippe Peemans (1981:10) nous le dit avec beaucoup plus d'éloquence:

En 1958, la minorité coloniale représentait 1% de la population, mais contrôlait 95% du stock de capital investi, 82% des entreprises de production et 70% de la production matérielle. Cette hégémonie dans la production et la propriété des moyens de production lui assurait le contrôle des conditions de la reproduction du surplus économique sur une base élargie, qui agrandissait, de manière quasi automatique, la disparité avec les conditions de production dans le secteur africain. Celui-ci assurait 30% de la production matérielle avec 99% de la population active et 5% du stock de capital.

Outre cette suprématie indiscutable en matière économique, la classe dominante coloniale a aussi la puissance politico-juridique avec le contrôle exclusif, unilatéral des appareils administratif et répressif (justice, police, armée) de l'Etat colonial. Elle a, enfin, la puissance idéologique avec la monopolisation du savoir et le contrôle des grands moyens de propagande tels les média, l'école, l'église, etc.

Où se trouvent alors, dans ce système de domination qui s'enracine dans les rapports de production capitalistes eux-mêmes, les Baluba et les Lulua? Tous les Congolais, quelque soit leur position dans l'échelle sociale, forment, en général, une seule classe sociale: le prolétariat. Mais un prolétariat généralement "abrutit", comme l'écrit Michel Merlier (1962:172), "par l'enseignement missionnaire, enfermé dans ses camps, dans ses villes, dans la colonie tout entière comme autant de prisons ouvrières".

Mais de ce prolétariat rigidement tenu en mains par la trinité impérialiste émerge, avec la complicité de cette dernière, une couche supérieure: l'élite. Elle sort, en grande partie, des rangs des fameuses "ethnies clés". Celles-ci se détachent ainsi du lot et se hissent à la tête des masses autochtones urbanisées et prolétarisées. Au Kasai et particulièrement dans sa partie occidentale où se trouvent ses postes les plus importants (Luluabourg, Luebo, Port-Franqui, Mikalayi, Kabwe, Tshikapa, etc.) situés sur les terres lulu, kete, kuba, etc., le triumvirat colonial connaît déjà son "ethnie clé": les Baluba. Ceux-ci se rendent immédiatement disponibles et s'empressent d'embrasser la nouvelle civilisation.

Les Baluba du Kasai prennent, de cette façon, par rapport aux Lulu, Bakete, Bakuba qui hésitent de se mettre au service de l'envahisseur, une avance considérable en matière d'emplois, d'instruction, d'urbanisation, de collaboration avec ce dernier et d'ouverture sur l'extérieur. Le Muluba "va là où va le Blanc. Il apprend beaucoup à l'école du Blanc... Le Blanc trouve en lui un collaborateur sûr...", commente Mabika Kalanda (1970:96).

Par leur avance dans presque tous les domaines, due essentiellement au préjugé favorable que l'agresseur colonial avait à leur égard dès le début, les Baluba deviennent, dans toute la province du Kasai et particulièrement à Luluabourg, les principaux alliés et auxiliaires locaux du colonisateur, des colons et des missionnaires tant protestants que catholiques. On les retrouve, partout, aux côtés des Blancs où ils

occupent, selon Samba Kaputo (1975:8), la grande majorité des postes de responsabilité accessibles aux Noirs de Luluabourg et ce dans une région lulu.

Les missions chrétiennes, renchérit Robert Comevin (1970:273), en font des catéchistes, des diacres; des évangélistes, des pasteurs ou prêtres, des instituteurs et même des directeurs d'école. Le tshiluba, version luba - Kasai, devient, après le français, la seconde langue officielle, mais aussi et surtout l'unique langue véhiculaire de toute la province. L'administration coloniale impose son enseignement dans les écoles. Les jeunes des autres groupes ethniques tels que Bakuba, Bakete, Bashilele, etc. l'apprennent. Et ce, aux dépens de leurs propres langues vernaculaires laissées aux vieilles générations rurales et analphabètes.

Les quelques rares sous-officiers congolais visibles dans la gendarmerie et la police territoriales du Kasai sont soit des Baluba, soit des Batetela. Les mêmes Baluba investissent la fonction publique et sont, généralement, les fonctionnaires provinciaux congolais les plus en vue. Les entreprises privées, qui les trouvent très efficaces, leur accordent plus de places et en font des commis, des contre-maîtres, des chefs de service d'embauche, des gérants, des comptables, des assistants médicaux et, parfois, des sous-directeurs ou directeurs.

Le commissaire de district assistant du Kasai, A. Dequenue, dans son célèbre rapport du 8 juillet 1959, admet, sans gêne, la responsabilité de

l'administration coloniale qui a créé cette situation favorable aux Baluba¹⁰. Ces faveurs ne se limitent pas uniquement aux emplois de prestige réservés aux autochtones. Elles s'étendent aussi au domaine foncier dans lequel l'administration coloniale crée un problème entièrement nouveau entre 1925 et 1930. Que fait-elle, en effet? Le commissaire de district assistant A. Dequenne, l'un de ses plus dignes représentants au Kasai, nous en fait part dans son fameux rapport (in Mabika Kalanda 1970:25-26):

Après les avoir triés, on groupa en différents endroits les Baluba se réclamant ou se souvenant d'une origine commune, d'un ancêtre commun. Lorsqu'un village lulua faisait obstacle à cette politique, on l'écartait en l'invitant à rejoindre d'autres groupes lulua apparentés... Une fois regroupés, Baluba et Lulua furent érigés en chefferies distinctes. Pour les Lulua, il n'y eut pas de grands drames, puisqu'ils possédaient terres et chefs. Pour les Baluba, cette organisation aurait dû être plus compliquée, car ils ne possédaient ni terres, ni chefs. On ne se fit pas de soucis inutiles, on donna des terres lulua aux Baluba et comme chefs, on plaça le plus souvent d'anciens auxiliaires de l'administration.

Voilà donc comment l'envahisseur sépare les Baluba et Lulua qui, jusqu'en 1925, vivaient en symbiose, dans les mêmes villages, sous les mêmes chefs coutumiers lulua. Voilà comment l'occupant multiplie les signes de distinction entre les autochtones. Voilà comment il déclenche, doucement et discrètement, le processus de rupture sociale entre les frères Lulua et Baluba. Pourquoi agit-il ainsi? Ayant pris conscience de leur situation de privilégiés, les Baluba devenaient de plus

¹⁰ Dans ce rapport, A. Dequenne fait l'autopsie du conflit latent entre Baluba et Lulua et préconise des mesures favorables aux Lulua. Nous y reviendrons. Voir texte intégral in Mabika Kalanda, Baluba et Lulua, pp. 21-34.

en plus arrogants envers les Lulua (Mabika Kalanda 1970:25). Pour éviter la cristallisation des griefs, l'apparition de la conscience revendicative de la part des Lulua qu'il laisse au bas de l'échelle sociale, le colonisateur saisit ce prétexte là pour accomplir son objectif inavoué.

Mais ces terres qu'il donne d'autorité aux Baluba appartiennent aux Lulua et parfois aux Bakete et aux Bakuba. L'agresseur colonial, qui est le seul à connaître le sens profond de son action, implante les nouveaux villages de son "ethnie clé", les Baluba, à proximité des villes et centres extracoutumiers, le long des routes d'intérêt général et surtout de la voie ferrée reliant le Kasai aux mines du Katanga. L'observation est de Crawford Young (1968:127). Ce chemin de fer, construit à partir de 1920, renchérit-il, favorise, de façon plus décisive encore, les Baluba qui y avaient été engagés en masse.

Nombre d'entre eux, disposant ainsi d'un moyen de communication idéal avec les marchés, créent des fermes, alimentent les entreprises européennes en produits agricoles d'exportation et les centres urbains en denrées alimentaires de première nécessité. Ils constituent d'ailleurs, dans toutes les villes kasaïennes situées le long du rail, la majorité (Young 1968:127-128). Avec la transformation progressive de la société traditionnelle en une société aux articulations purement économiques, ayant acquis le goût du risque, des Baluba vont de villages en villages, de villes en villes, de provinces en provinces en tant que commerçants ou travailleurs. Mabika Kalanda (1970:96) commente: "par

ses voyages, il (le Muluba) connaîtra la différence des prix des denrées d'une région à l'autre et créera des marchés pour des marchandises rares.

Le chemin de fer a ouvert, par ailleurs, la route du Katanga (Shaba) et de ses multiples centres miniers aux Baluba du Kasai. Ils vont, en compagnie du triumvirat colonial, au fond des mines de Shinkolobwe, Kipushi, Panda, Manono, Kolwezi, à Elisabethville (Lubumbashi), à Albertville (Kalemie), à Jadotville, etc. Crawford Young (1968:128), citant à ce sujet d'autres auteurs tels Jacques Denis (1958) et E.P. Skinner (1963), raconte concernant les migrations modernes des Baluba du Kasai:

En 1950, il y avait, dans les dix villes principales du Congo, plus de 100.000 Luba. Aucun autre groupe n'a connu pareille expansion. On les appelait souvent les Juifs du Congo. Ils utilisaient eux-mêmes l'expression. Dans beaucoup de villes, leur situation était assez semblable à celle des "strangers" dans les communautés de l'Afrique occidentale. Leur succès social était manifeste et leurs pérégrinations semblaient se dérouler sous le patronage des Blancs. Tout comme ces "strangers" de l'Afrique occidentale, ils avaient la réputation d'être extrêmement industriels et jouissaient de la préférence des employeurs. Etant donné leur situation coloniale, ils ne ressentaient aucun besoin de chercher à s'entendre avec les autres groupes ethniques, même prédominants. Ce qui, il faut l'ajouter, devait les laisser sans défense lorsque la protection des Blancs disparut brusquement.

Tout cela est, en ce qui concerne les Baluba, particulièrement vrai à Luluabourg, Luebo, Tshikapa, Port-Franqui et dans toutes les autres villes du Kasai. Ils y prennent, même s'ils ne sont pas tous instruits, n'occupent pas tous des postes prestigieux, ne sont pas tous des commerçants ou des fermiers, une importance sociale considérable par

rapport aux Lulua, Bakete, Bakuba, Bashilele, "propriétaires du sol". Ils se trouvent au sommet de la pyramide de la société colonisée, au Kasai. Ils talonnent immédiatement la classe moyenne blanche dans toutes les pratiques sociales.

Henri Weber disait plus haut, nous nous en souvenons, que tout acteur social, toute fraction sociale qui concentre entre ses mains tous les instruments de la puissance sociale accède à l'hégémonie sociale. Comment appliquer cette théorie aux Baluba du Kasai, en comparaison avec les autres groupes ethniques et surtout avec les Lulua?

En tant que cadres noirs dans les entreprises privées, gérants des magasins des blancs (c'est-à-dire leurs auxiliaires immédiats), propriétaires des fermes, commerçants, les Baluba ont subi, depuis l'implantation coloniale, un changement profond de mentalité à l'égard de l'argent, de son maniement, son profit et sa valeur sociale. Ils n'ont pas, certes, la propriété capitaliste des grands moyens de production détenue par les colons. Mais ils aident le capitalisme commercial et industriel à mieux fonctionner et à s'étendre. Ils intègrent ou orchestrent le système capitaliste, comme le dirait Alvin Toffler (1980:86). Ils ont, de ce fait, acquis la puissance économique dont les Lulua manquent dans leur "propre" ville de Luluabourg.

Etant les plus hauts gradés noirs du Kasai dans l'administration, la

police, la gendarmerie et l'armée coloniales¹¹ et donc les auxiliaires directs des fonctionnaires et officiers belges, les Baluba ont acquis la puissance politique. Mais celle-ci fait défaut aux Lulua, originaires de Luluabourg!

En 1958, à Luluabourg, les "étrangers" Baluba, dont une bonne partie d'entre eux a fait des études primaires complètes, comptent dans leurs rangs, selon André Lux, 6,6% de diplômés d'écoles secondaires, le plus haut niveau que pouvaient atteindre les Congolais à l'époque coloniale. D'où leur qualification pour et leur migration vers des professions mieux payées et urbaines, 2,6% seulement de Lulua ont le même niveau d'études, mais la plupart d'entre eux occupent des positions inférieures à celles des Baluba (Lux 1958:10). Les Baluba dominant, enfin, les Lulua sur le plan intellectuel et également idéologique.

A. Dequenne (in Mabika 1970:28), l'un de ces hauts fonctionnaires coloniaux qui sèment, en 1958-1959, la discorde entre les Lulua et Baluba, commente cette situation dans son fameux rapport: "profitant d'une situation qui leur était favorable, les Baluba ont pris possession de toutes les fonctions publiques et privées quelque peu importantes. Ce qui leur a permis de brimer les Lulua".

¹¹ En 1958, la police et l'armée coloniales ne comptent aucun officier congolais. Aucun Congolais n'est fonctionnaire supérieur, non plus. Au Kasai, les quelques rares autochtones qui occupent les quelques postes leur réservés dans ces deux domaines sont généralement des Baluba. Voir à ce sujet Mabika Kalanda (1970:95-100).

Voilà donc comment les "Baluba, ralliés de bonne heure à l'occupant" (Merlier 1962:164), s'accaparent de la quasi-totalité des postes politico-administratifs, économiques et idéologiques, montent sur le podium, accèdent à l'hégémonie sociale à Luluabourg, dans tous les centres extracoutumiers et villes du Kasai. Ils constituent, en 1958 et pour toutes les raisons précitées, la classe ethnique dominante de Luluabourg: la bourgeoisie administrative noire en quelque sorte. Leur pouvoir repose, non pas tellement sur la propriété capitaliste des grands moyens de production, mais plutôt sur leurs liens privilégiés avec la classe impérialo-capitaliste coloniale et sur le contrôle des mécanismes d'intégration du système impérialo-capitaliste lui-même. Cependant, par rapport à la classe capitaliste coloniale, les Baluba ne forment plus qu'une "lumpen-bourgeoisie".

Quelle place accorde-t-on, dans cette ville de Luluabourg et dans d'autres villes du Kasai dominées par les "étrangers" Baluba, aux Lulua, leurs frères culturels et historiques devenus, par la volonté du triumvirat colonial, adversaires?

Rappelons-nous d'abord qu'au moment où le triumvirat colonial foule le sol kasaien, il avait déjà élu son "ethnie clé": les Baluba, originaires du sud-est de la province. Ainsi, pendant que les "étrangers" Baluba escaladaient l'échelle sociale de Luluabourg en franchissant deux échelons à la fois, les Lulua, "propriétaires du sol", se trouvaient encore presque au bas de l'échelle. Cela s'explique par un bref rappel.

Lors de l'agression impérialo-capitaliste dans la seconde moitié du 19^e siècle, les Lulua, contrairement aux Baluba, constituent une société plus ou moins organisée et hiérarchisée. Ils n'ont pas besoin d'une force extérieure pour se maintenir. Ils ne sont pas assez perméables aux yeux des premiers explorateurs européens. Ils se révèlent donc, dès le début, difficiles à convertir à la civilisation occidentale.

Préjugés de moins entreprenants, moins intelligents, moins forts, etc. que les Baluba, les Lulua ne jouissent pas, dès le départ, de la faveur des nouveaux maîtres du pays. Ils semblent confirmer eux-mêmes certains des préjugés émis à leur égard. Robert Comevin (1970:248), sûrement contaminé par l'idéologie coloniale qui traverse presque tous les livres d'histoire sur l'Afrique, accuse: "Les Bena Lulua renâclaient autant à l'école qu'au service des Européens". Oui, il y a eu une certaine répugnance. Mais, pour jouir du fruit des richesses de leur sol et sous-sol exploités par l'occupant, les Lulua devaient-ils adorer ce dernier?

Cependant, il semble que c'est dans ce cadre précis de l'expansion du capitalisme, en s'appuyant sur des particularités réelles ou imaginaires des vrais producteurs, que l'idéologie coloniale se synthétise, dirions-nous avec Michael Elbaz (1979:41), en posant la subordination, l'infériorisation et la marginalisation des Lulua comme matériellement inscrite dans leur nature. Objectif inavoué de cette opération: la justification facile de l'exploitation et de l'expropriation des autochtones. Mais qu'on ne se leurre pas: la pratique quotidienne du

triumvirat colonial, c'est-à-dire de la trinité Administration - Capital-Eglise, ne trompe pas.

Peu ouverts à la nouvelle civilisation coloniale, c'est-à-dire prudents afin d'éviter de troquer leur personnalité culturelle, la trinité coloniale néglige la formation scolaire des Lulua et, du coup, leur promotion sociale également. Mabika Kalanda (1970:17) témoigne, laconiquement: "en ce qui concerne les populations Lulua, de 1900 à 1950: aucune action pour les promouvoir".

Voilà pourquoi les Lulua sont pratiquement dirigés, dans leur "propre" ville de Luluabourg et dans d'autres villes situées sur leurs terres également, par les "étrangers" Baluba. Dans la majorité des entreprises privées, dans l'administration publique, la police et l'armée, dans les écoles et sur les stations missionnaires, la plupart d'entre eux sont acculés aux bas emplois de bureau, aux sales et aux travaux lourds. A Luluabourg, rapporte Crawford Young (1968:130), "les Lulua se plaignent souvent de ce que les instituteurs luba défavorisent leurs enfants dans les écoles"... Ce qui les fait dire: "...toutes les places importantes sont pour les Luba".¹²

A. Dequenne (in Mabika 1970:27), même si son témoignage est teinté

¹² Cette plainte est quelque peu exagérée. Certains Lulua instruits occupaient aussi des postes prestigieux. Leur nombre reste, cependant, de loin inférieur à celui des Baluba.

d'idéologie coloniale¹², apporte un autre éclairage:

Cette situation ne changera que lorsque, rompant avec leur ancienne mentalité, les Lulua commencèrent à envoyer leurs enfants à l'école, leurs jeunes gens au service des Européens. Ils s'aperçurent alors que toutes les situations qu'ils briguaient étaient occupées par des Baluba, que ceux-ci les traitaient en inférieurs et que la plupart des Européens faisaient fi de leurs offres de service, on ne leur donnait que les emplois les plus subalternes. Peu à peu, sous l'influence de quelques rares évolués issus de leurs rangs, la jeunesse Lulua, bientôt suivie par la masse des anciens, commença à réagir.

Comme on peut le constater, les Lulua sont presque absents de ce qu'on peut assimiler, à l'époque, à la bourgeoisie noire. Ils constituent, dans la plupart des cas et ce sur leur propre territoire, la basse classe, la masse: la classe ethnique dominée. Et les relations sociales entre les Baluba et les Lulua sont, à travers toutes les villes du Kasai, du genre bourgeoisie-prolétariat. Elles s'expriment donc en termes de domination, même si les Baluba ne remplissent pas les conditions d'exploitation.

4 - Exclusion mutuelle feutrée des classes ethniques

Comment interpréter toutes ces mises en situation ethniques éminemment conflictuelles volontairement créées par la trinité impérialiste à la veille de la libération politique du Congo? Rappelons-nous que la loi de la classe capitaliste coloniale n'est pas le bien-être,

¹² Dequenne poursuit un seul objectif dans son rapport: dénigrer les Baluba pour valoriser les Lulua. Il sème la zizanie pour tenter de prolonger le règne colonial.

mais plutôt la maximalisation du profit, l'accumulation accélérée de la plus-value, la surexploitation du travail des populations congolaises prolétarisées. Ainsi, pour masquer l'exploitation, l'humiliation de l'homme concret et prolonger la dépendance organisée, l'idéologie dominante sème la zizanie au sein de ces dernières. En provoquant la destruction des relations inter-ethniques et l'apparition des classes ethniques antagoniques. Marta Harnecker (1974:165) le dit en d'autres mots:

Entre l'instinct et la conscience (de classe, bien sûr; c'est nous qui expliquons), s'interpose l'idéologie dominante, qui dénature l'instinct en le limitant à des expressions qui ne mettent pas en danger le système.

Ainsi donc, avant la formation d'une conscience collective de classe, prélude de la conscience nationale qui est le gage de la libération nationale, l'ethnicité, provoquée à coups répétés de matraques psychologiques, divise profondément les prolétaires congolais en classes ethniques opposées. Où se trouvent, ici, la réactivation et l'enflammation des sentiments latents d'hostilité traditionnelle dont parlait Suzanne Bonzon (1967:366)?

Cependant, durant la colonisation, ces classes ethniques frustrées, aux consciences ethniques généralement antinomiques, contiennent leurs colères, leurs haines, leurs mépris réciproques. Elles ne s'affrontent donc pas. Leurs oppositions restent larvées. Pourquoi? Mpinga Kasenda (1973:21) connaît le secret:

La politique coloniale de contrainte, de coercition et de paternalisme avait contenu une tension qui ne put se libérer que la veille de l'indépendance, au moment précis où le régime colonial commença à présenter des signes de faiblesse.

Voilà donc... Les fissures du vieux mur colonial, usé par le puissant vent qui souffle sur toute l'Afrique à la fin des années cinquante, deviennent, en 1959, manifestes au Congo. Les groupes sociaux fondamentaux, qui constituent les principales classes ethniques urbaines, le perçoivent. Parfois par eux-mêmes, parfois par quelques membres de la classe capitaliste dominante interposés. Ils se réveillent, se réchauffent ou se surchauffent...

Bientôt, la compétition pour les privilèges deviendra, entre ces diverses classes ethniques, une question de vie ou de mort. Car, on s'approche de l'indépendance qui, dit-on, distribuera ces privilèges modernes que maints groupes ethniques attendent avec avidité depuis longtemps. En ce moment, les motivations ethniques, socio-économiques et politiques se recouvrent. Il s'avère difficile de déterminer le rôle exact de chacune d'elles. Mais le facteur ethno-politique semble prédominant et plus déterminant que les autres. Bientôt, il sera au coeur de tous les événements conflictuels en milieu urbain.

Une telle orientation de la situation, créée par la classe capitaliste coloniale, sape toute solidarité de classe entre les groupes ethniques dominants et dominés. Elle décentre inévitablement les luttes de classes vers l'affrontement ethno-politique.

V - DES COLLISIONS EN CASCADE

La longue guerre froide entre les classes ethniques dominées et dominantes, soigneusement entretenue par le pouvoir colonial, s'intensifie à partir de 1957. Elle est renforcée par les premières élections communales organisées, cette année là, à Léopoldville, Elisabethville, Jadotville et, en 1958, à Stanleyville, Bukavu, Coquilhatville et Luluabourg. Le projet national d'émancipation politique contribue aussi grandement au développement de cette guerre froide.

Mais, nulle part, elle ne se transforme en conflit ouvert, armé. Puis, tout d'un coup, en octobre 1959, une épreuve de force sans précédent se déclenche à Luluabourg, dans la Province du Kasai. Elle met aux prises les Lulua et les Baluba qui s'entretuent impitoyablement.

1 - Des affrontements aigus

Le problème de la domination des Baluba sur les Lulua se pose, avec plus d'acuité, dans les centres extracoutumiers et urbains: dans les entreprises privées et para-étatiques, dans l'administration publique, dans les écoles, sur les stations missionnaires, dans les églises, etc. C'est donc dans ce contexte urbain d'humiliation, de frustration, de tension, de crise psychologique que le ferment de la modernisation, issu de l'agression coloniale, fait naître un esprit de rivalité, de compétition entre les divers groupes ethniques de Luluabourg. Un esprit qui rend

ces derniers extrêmement sensibles aux différences et inégalités des possibilités d'épanouissement qui pouvaient exister entre eux.

Mais, à Luluabourg, cet esprit de rivalité et de compétition se polarise entre les Lulua et les Baluba, les deux classes ethniques les plus en vue, la première étant dominée et la seconde dominante. Lulua et Baluba réagissent selon les intérêts stratégiques à long terme de leur classe. Marta Harnacker (1974:163) écrit: "L'intérêt stratégique à long terme de la classe dominante est de perpétuer sa domination, celui de la classe dominée est de détruire le système de domination".

Ces intérêts stratégiques à long terme n'apparaissent pas spontanément. A cause de l'influence déformante de la principale idéologie dominante qui est celle de la trinité impérialiste. Cette dernière couvrait, jusqu'en 1954, l'idéologie dominante lumpen-bourgeoise luba. Il faut donc que les membres de la classe ethnique dominée lulua apprennent à connaître leurs intérêts. Ils vont les connaître. Car, entre 1952 et 1959 et surtout à partir de 1954, avance Mabika Kalanda (1970:17), le triumvirat colonial commence "à freiner et à dénigrer les Baluba", jusque là "son ethnie clé". Et ce, pour tenter un rapprochement avec les Lulua, jusqu'ici ségrégués.

Justement, la situation de tension et de rivalité susmentionnée fournit aux Lulua, qui bénéficient déjà d'une aide discrète de deux

idéologues européens¹, une liste de griefs, non pas contre l'occupant, mais contre les Baluba. Cette liste de griefs stimule leur désir de s'organiser et d'affirmer, d'une manière agressive, leurs droits sur leur propre territoire. C'est déjà l'aiguïsement de la conscience ethnique des Lulua. Car, il s'agit de la conscience d'un groupe statutaire fondé sur l'ethnie.

Mais il nous semble que ce qui apparaît là est plus fondamental que la simple conscience ethnique, d'autant plus que les Lulua bénéficient des conseils occultes des deux idéologues susmentionnés². Il s'agit plutôt de la conscience de classe. Dans ce sens que les Lulua occupent, durant la colonisation et ce par rapport aux Baluba, une situation de classe ethnique dominée. Et, plus encore, toute la situation analysée précédemment constitue un ensemble de conditions objectives préalables à la prise, et par les Lulua et par les Baluba, de la conscience de classe.

Avant d'aller plus loin, une précision s'impose ici. La conscience de classe des Lulua, dorlotés entre 1954 et 1960 par la trinité coloniale, s'éclaire davantage par le biais de leurs idéologues européens. Elle

¹ Il s'agit d'un haut fonctionnaire et d'un prêtre influents, de nationalité belge, dont Mabika Kalanda tait volontairement les noms. Dans les réunions qu'ils tiennent avec les Lulua, ils mettent en évidence tout ce qu'il peut y avoir de différence entre ces derniers et les Baluba. Voir Mabika Kalanda, pp. 17 et 97-98 et Young, p. 129.

² Après chaque réunion, ces deux conseillers occultes divulguent tout à l'administration et à deux autres belges qui font la même chose chez les Baluba. Voir Mabika Kalanda, 1970:99, p. 99.

s'aiguise dangereusement non pas tellement contre la classe capitaliste coloniale, mais contre les Baluba qu'ils considèrent comme leurs principaux, sinon uniques adversaires de classe. Pourquoi? La réponse vient d'un intellectuel lulua, T.K. Biaya (1984:28):

Dans l'esprit populaire lulua (de l'époque), la fin de la colonisation s'identifiait au départ des Baluba, parce que la colonisation et la domination socio-professionnelle étaient liées. La guerre demeura, dans l'esprit populaire, un moyen d'empêcher la seconde colonisation des Lulua par les Baluba.

La conscience de classe des Baluba, qui font maintenant face à un certain rejet de la part de l'ancien allié colonial, s'aiguise, au contraire, principalement contre ce dernier et, d'une façon secondaire, contre les Lulua qu'ils veulent bien continuer à dominer. D'où les Baluba créent, en juillet 1959, le "Nkonga Muluba"³. Celui-ci se propose de rassembler tous les ressortissants kasaiens de Nsanga à Lubangu, les Lulua compris, pour mieux contrer le triumvirat colonial qui continue à les diviser (Mabika Kalanda 1970:18 et 37).

Cependant, et les Baluba et les Lulua seront finalement embrouillés et vaincus par l'idéologie dominante suprême: celle du triumvirat colonial. La preuve en est qu'ils entrent immédiatement en conflit ouvert, armé, sous les regards amusés de celui qui les y pousse. C'est dire que face à leur adversaire commun, la trinité impérialiste qui réussit à les manipuler, les Baluba et particulièrement les Lulua ont une

³ L'expression veut dire: "Mouvement Solidaire Muluba" que nous allons utiliser dans certains passages, à la place de "Nkonga Muluba".



fausse conscience. Ils n'ont pas une conscience très claire de leurs intérêts communs. Mais entre elles-mêmes chacune des deux classes ethniques a une claire conscience de ses propres intérêts de classe qu'elle tient à défendre ou à promouvoir.

Fermons la parenthèse et revenons à la conscience de classe que nous avons précédemment définie, en suivant Georg Lukács (1960:73), comme cette conscience qui détermine, en dernière analyse, l'action historiquement décisive de la classe comme totalité concrète. Nous avons également dit qu'une classe dépourvue de conscience de classe ne peut jamais intervenir dans l'histoire comme facteur de conservation et de progrès.

Ainsi la conscience de classe des Lulua, la classe ethnique dominée, ne peut mieux s'affirmer et se développer que lorsque ~~chacun~~ d'eux a la volonté délibérée de la transformer en une arme capable de faire sauter l'édifice luba. Autrement dit, en raison de leur place dans les rapports sociaux de production et dans toutes les pratiques sociales, les Lulua, qui constituent la classe ethnique dominée, sont acculés à déclencher une pratique historique de lutte de grande envergure contre leurs adversaires de classe.



Mais cette pratique, dirions-nous à la suite de Lénine (in Weber 1975:95) "n'est pas la pratique brute, spontanée, le mouvement naturel de la classe dont parle Marx. Il s'agit d'une pratique elle-même transformée par l'action du parti ouvrier révolutionnaire". Sans cette

médiation du parti, dans lequel les Lulua peuvent aiguïser leur conscience de classe, celle de la pratique de lutte ne saurait, seule, produire l'effet escompté. Or, les intellectuels organiques des Lulua sont deux membres de la trinité impérialiste déguisés en amis de ces derniers en cette période critique⁴. Ils ne peuvent donc, en aucun cas, concevoir la création d'un parti révolutionnaire en faveur des Lulua. Un tel parti est dangereux pour leur propre classe qui tient à perpétuer sa domination. Pire encore, les partis politiques pour autochtones sont strictement interdits au Congo belge.

Qu'arrive-t-il alors? Sous l'influence du missionnaire scheutiste et du haut fonctionnaire belges dont Mabika Kalanda (1970:17) tait toujours les noms, on fonde, à la place d'un parti politique, une association ethnique dénommée "Lulua-Frères". Cela se passe, en 1952, à Luluabourg. C'est au sein de "Lulua-Frères" où se tissent et se développent, selon Paule Bouvier (1965:137), des liens intimes entre l'élite ethnique et la masse également ethnique. C'est ici où s'expriment aussi, de plus en plus ouvertement, les frustrations longtemps contenues.

Sans plus tarder, "Lulua-Frères", dynamique et remarquablement disciplinée, entreprend une pratique historique de lutte, non pas tellement contre le triumvirat colonial, mais plutôt contre la lumpen-

⁴ Ziegler (1981:81), qui interprète Gramsci, définit l'intellectuel organique comme cette personne qui crée ou développe la conscience de classe d'une classe sociale, en l'aidant à mieux situer ses intérêts de classe et à les défendre.

bourgeoisie luba. D'abord larvée, à cause de la rigidité du système colonial, cette pratique historique de lutte se déclenche véritablement à partir de décembre 1958. Elle culminera en octobre 1959 et débordera jusqu'en 1962. Que se passe-t-il concrètement? Remarquons d'abord avec Pierre Jalée (1981:39) que

la conscience de classe se développe lorsque l'antagonisme permanent entre exploités et exploiters s'exprime par des actions concrètes et à plus forte raison lorsqu'il débouche sur des affrontements aigus, c'est-à-dire par l'expression de la lutte de classes, dans les conflits ouverts qui opposent, à l'usine, les prolétaires aux capitalistes, et hors de l'usine, les travailleurs à l'Etat bourgeois.

Comment appliquer cette théorie aux Lulua et Baluba? Nous tenterons de répondre à cette question en trois étapes successives. Mais, avant d'y arriver, rappelons, une fois de plus, que les Baluba dont les Lulua veulent faire descendre du piédestal ne sont pas les véritables détenteurs des pouvoirs économique, politique et idéologique. Ils sont plutôt les auxiliaires privilégiés de la trinité impérialiste dans toutes ces instances sociales. Ils n'exploitent pas les Lulua, mais ils les dominent dans toutes ces pratiques sociales. Revenons à nos trois étapes d'analyse.

1:1 Une opposition ouvertement politique

Premier acte: revenons au mois de décembre 1958. En ce moment, le gouvernement colonial organise, pour la première fois, des élections dans les deux communes africaines de Luluabourg (Ndesha et Katoka).

Les Baluba du Kasai, traités d'étrangers dans cette ville, constituent, en 1958, selon André Lux (1958:8-9), 56% de la population et les Lulua, "propriétaires du sol", 25% seulement. Rappelons-nous, par ailleurs, que les Baluba sont, jusqu'ici, ceux qui ont le plus profité de toutes les possibilités d'épanouissement offertes par la colonisation et la modernisation.

De ce fait, et la trinité impérialiste et les divers groupes ethniques de Luluabourg s'attendent tous à ce que les Baluba remportent ces premières élections municipales. Et ce d'autant plus qu'ils cumulent et la majorité numérique et la majorité sociologique dans cette ville. Mais, non! Surprise: les Lulua, minoritaires sociologiquement et numériquement dans leur "propre" ville, gagnent ces élections! Ils remportent la majorité des sièges communaux et désignent, parmi eux, les deux bourgmestres noirs de Luluabourg (Young 1968:85). Que s'est-il passé?

Volte-face manifeste! Sentant le nationalisme libérateur monter du côté des Baluba qu'il avait lui-même formés, utilisés et soutenus contre les Lulua et les autres groupes ethniques, le colonisateur manifeste maintenant une sympathie pour les griefs de ces derniers. Young (1968:134) commente:

L'administration coloniale réagissait instinctivement contre tout ce qui lui semblait être l'image de l'extrémisme nationaliste. C'est ainsi qu'à Léopoldville, le rôle d'avant-garde de l'Abako (Alliance Bakongo) avait pour effet de rapprocher l'administration des modérés dont elle trouvait l'expression chez les Bangala. Au Kasai, l'expression la plus radicale du nationalisme semblant émaner des cercles luba (en particulier par la voix d'Albert Kalonji et de Joseph Ngalula) l'administration réagit en manifestant une sympathie pour les griefs des Lulua, "opprimés" par les orgueilleux Luba."

Pour ce qui est des élections proprement dites, Mabika Kalanda (1970:99), observateur pénétrant de la vie socio-politique kasaienne de l'époque, affirme que le colonisateur avant dû conseiller, en tout cas partiellement, les Lulua dans le domaine de la procédure électorale, de la tactique à employer et du choix des candidats. Il le dit lui-même:

"un administrateur convoquera les électeurs Lulua à part pour leur signifier la tactique à adopter, pendant qu'une jeune femme européenne prépare, à leur intention, une procédure de sélection des candidats. Le même administrateur convoquera à tour de rôle une tribu luba (ex. Bena Kalonji, Bakuanga, Bena Disho, Bena Kanyoka, etc.), puis une autre, etc. Il signifie à chacune d'elle: attention, vous n'êtes pas de la même tribu. Résultat: les Lulua présentent un front commun, les Baluba sont divisés."

Traduisons: les Lulua, minoritaires mais unis gagnent les élections, les Baluba, majoritaires mais divisés, les perdent. Très mécontents, ces derniers déclinent l'offre qu'on leur fait de partager certaines responsabilités municipales. L'opposition Lulua-Baluba devient ouvertement politique. En mai et juin 1960, lors des premières élections législatives qui précèdent l'indépendance (30 juin 1960), Lulua et Baluba se retrouvent dans deux formations politiques hostiles. Les Lulua dans l'Union Nationale Congolaise, soutenue secrètement par

l'administration coloniale, puis finalement par le Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice E. Lumumbà, avec lequel elle formera la première coalition gouvernementale provinciale du Kasai. Les Baluba dans le MNC/Kalonji⁵:

1:2 La lutte gagne en âpreté

Deuxième acte: depuis les élections truquées de décembre 1958, la température des relations sociales entre les Baluba et les Lulua s'était hautement surchauffée. Le conflit risquait de s'envenimer à la première occasion. Celle-ci se présente quand, en juillet 1959, le fameux rapport Dequenne est subtilisé par les Baluba et publié dans la presse⁶. Que contient ce rapport confidentiel adressé au gouverneur de la province du Kasai par A. Dequenne, commissaire de district assistant du district du même nom?

La réponse à cette question vient de W.J. Ganshof Van Der Meersch (1963:536), alors ministre résident des affaires générales du Congo belge et du Rwanda-Urundi. Ce rapport, dit-il, "préconisait les mesures de défense des Lulua" par l'administration coloniale. Ce rapport prévoit, entre autres: l'érection des Lulua en royaume et l'un de leurs chefs

⁵ Le Mouvement national congolais (MNC) fut fondé en octobre 1958 par Patrice E. Lumumba. Quelques mois avant l'indépendance (1960), il se scinda en deux ailes: le MNC/Lumumba, transethnique et le MNC/Kalonji, essentiellement composé des Baluba.

⁶ L'abeille de Luluabourg, 16 juillet 1959; Présence congolaise de Léopoldville, 20 juillet 1959.

coutumiers, le Kalamba Mangole Sylvestre, en roi; la soumission des Baluba établis sur les terres lulua à ce dernier ou le retour des Baluba dans leur pays d'origine; la reconnaissance, par les Baluba des villes, de leur appartenance au peuple Lulua; la résidence ininterrompue des Baluba, durant dix ans au moins, avant de participer au vote ou de se présenter aux élections dans les villes lulua; le contrôle, par les Lulua, de tout ceci pendant les élections, etc. (in Mabika Kalanda 1979:21-34).

Ce rapport Dequenne, visiblement anti-luba, trouble ce groupe ethnique et particulièrement les leaders du "Nkonga Muluba" ou "Mouvement Solidaire Muluba". Sa publication dans la presse suscite de vifs remous dans la population luluabourgeoise et dans l'administration coloniale. Cette dernière procède à l'arrestation et à l'emprisonnement, le 3 août 1959, des leaders luba: Albert Kalonji, Evariste Kalonji et Albert Nyembwe. En agissant ainsi, le semeur de la discorde se disculpe. Il accuse les leaders de "Nkonga Maluba" d'être les auteurs de cette situation éminemment explosive.

Elle explose effectivement le lendemain de l'emprisonnement des leaders luba: des émeutes éclatent dans plusieurs quartiers de Luluabourg. L'administration coloniale libère les meneurs luba emprisonnés fin septembre 1959. A cette occasion, le bi-hebdomadaire "Kasai", une publication européenne paraissant à Luluabourg, écrit délibérément (in Mabika Kalanda 1970:102):

La libération des trois leaders est une épreuve de force dans laquelle le gouverneur a belle mine. Et cette occasion a ranimé les haines latentes entre tribus locales. Joli résultat, en vérité.

Quel est ce joli résultat qu'attend impatiemment le journal "Kasaï"? Début octobre 1959: Les Lulua⁷, ahüris par l'élargissement des leaders luba, assiègent Luluabourg et attaquent les Baluba par surprise. Bilan officiel selon Van Der Meersh (1963:536): 41 morts et 96 blessés. Mais les rumeurs avancent le double de ce chiffre. Comment réagit l'autorité coloniale devant cette horreur? Van Der Meersh, le ministre belge précité, ajoute:

pour rétablir l'ordre, il eût fallu agir avec fermeté, rapidité et efficacité. Mais, pour cela, il eût fallu que les forces de l'ordre agissent contre les Lulua, puisque c'étaient ceux-ci qui avaient attaqué les Baluba. Or, en octobre 1959, on peut dire, sans témérité, que l'autorité territoriale ainsi que le commandement militaire local étaient pro-Lulua.

Mais l'émeute ne s'arrête pas là. Au contraire, elle engendre, à Luluabourg même et dans d'autres villes du Kasaï telles Luebo, Port-Franqui, Tshikapa, Charlesville (= Ndjokopunda), etc. des collisions en cascade. Et aux collisions individuelles, opposant par exemple à la place du marché un Muluba à un Lulua, succèdent des collisions collectives et aux collisions conjoncturelles les associations permanentes. La lutte, jusque là incarnée par les associations ethniques "Lulua-Frères" et "Nkongu Muluba" (= Mouvement Solidaire Muluba), gagne en

⁷ Les Lulua les plus concernés ici sont ceux relevant de l'autorité du Chef Kalamba. Certains autres chefs lulua, tels Mfwanba et Nkonko, ont essayé de s'opposer à ces conflits Lulua-Luba.

apreté. Tous les lieux: le marché, le bureau, l'école, le magasin, l'atelier, l'usine, le bar, le cabaret, la discothèque, la salle de spectacle, la rue, etc. se transforment en terrains de guerre entre les frères de culture et d'histoire devenus ennemis. Ça et là, à travers Luluabourg et les autres villes du Kasai, dirait Henri Weber (1975:60), la lutte éclate en émeutes.

Les forces de l'ordre, après avoir refusé d'intervenir aux premières émeutes, rompent avec leur fausse neutralité à la fin d'octobre et fourbissent leurs armes contre les Lulua qui les ont attaquées. Quatre Lulua sont tués à cette occasion (Van Der Meersh 1963:536). Les forces de l'ordre retrouvent quelque peu leur autorité, mais pour quelque temps seulement. Comment cela?

Rappelons-nous qu'en décembre 1958, les Lulua, minoritaires numériquement et sociologiquement à Luluabourg, ont battu les Baluba aux élections municipales. A cause des troubles graves qui ont suivi, les deux conseils communaux présidés par les Lulua tombent en 1959. Le 20 décembre de cette dernière année, l'administration coloniale provinciale organise de nouvelles élections que les Baluba remportent cette fois-ci. L'agitation lulua, décuplée en intensité, recommence dans les communes de Luluabourg (Van Der Meersh 1963:537). Cette fois-ci, les forces de l'ordre deviennent, malgré la puissance incomparable de leurs armes, l'objet d'attaques soit des Lulua, soit des Baluba. Et elles font des victimes dans les deux camps comme ceux-ci en font aussi quelques-unes dans les rangs des chiens de chasse et de garde de

l'administration coloniale.

Voilà comment la confiance mutuelle s'évapore et comment la connivence disparaît entre les alliés locaux et l'administration. C'est la confusion totale. Tout le monde est contre tout le monde. Et, pour paraphraser Henri Weber (1975:57 et 63), le conflit cesse ainsi de rester à un niveau limité, éclaté, micro-social. Il ne se réduit pas à l'antagonisme politique et social entre Lulua et Baluba. Il se prolonge au niveau de la totalité sociale provinciale en intégrant les conditions économiques, sociales, politiques, juridiques, idéologiques et historiques dans lesquelles s'exerce cette pratique et qui la déterminent. L'arbitrage des appareils étatiques: police, armée, justice, médias, gouvernement se situent dans ce cadre.

Les Lulua se trouvent ainsi, dirions-nous avec Henri Weber (1975:58), au coeur d'un triple conflit: conflit économique avec les colons, conflit politico-idéologique avec le gouvernement colonial et conflit social avec la société coloniale dont la lumpen-bourgeoisie luba est l'expression, mais surtout le bouc émissaire.

C'est l'expression plus ou moins nette des luttes des classes sociales, loi en vertu de laquelle l'existence de ces classes, et par conséquent aussi leurs collisions, sont, à leur tour, conditionnées par le degré de développement de leur situation économique. (Engels, in Harnecker 1974:183).

A ce stade, la conscience de classe des Lulua et de leurs adversaires Baluba, acquise par la lutte, se précise. Elle intègre des éléments de

connaissance des divers niveaux et instances de la société globale: connaissances des diverses institutions étatiques et du comportement des autres classes et fractions de classes. Lulua et Baluba acquièrent ainsi la conscience politique.

La domination idéologique de la bourgeoisie coloniale et de la lumpen-bourgeoisie luba devient vulnérable, aidant ainsi la conscience de classe des Lulua de s'affirmer et de s'étendre. Mais comme les Lulua ne concentrent principalement leur lutte que sur les lumpen-bourgeois Baluba, ils permettent à l'idéologie coloniale de gagner du terrain.

1:3 Réfugiés dans leur propre pays

Troisième acte. La classe impériale-capitaliste coloniale reprend quelque peu le dessus sur les Lulua et Baluba. Ce qui permet à l'administration coloniale de se poser, une fois de plus, en arbitre. Forte de cette position qu'elle détient encore, elle reçoit, de la puissance coloniale, le mandat de provoquer un accord entre les deux parties belligérantes. Du 10 au 11 janvier 1960, l'administration coloniale réussit à faire réunir au Lac Munkamba*, sous la présidence de M. Raë, président de la Cour d'Appel de Léopoldville, tous les chefs

* Le Lac Munkamba se situe à la frontière Baluba-Lulua. Avant et après cette réunion, les deux peuples frères devenus ennemis se sont entretenus ici.

coutumiers Lulua et Baluba⁹. Et ce, en présence des principaux chefs coutumiers de tous les autres groupes ethniques du Kasai érigés, eux aussi, en arbitres.

A l'issue de cette réunion des chefs, le verdict, co-signé par les représentants des Lulua et des Baluba devant les témoins, tombe: tous les Baluba non-travailleurs, c'est-à-dire ceux qui occupent et vivent des terres lulua et qui chôment dans les villes doivent retourner chez eux. L'exode doit se dérouler dans l'intervalle de deux mois, de février en avril 1960. Cette mesure concerne, dans un premier temps, 140.000 personnes (Van Der Meersch 1963:540)!

Cet exode se réalise sans préparation et sans ordre. On assiste à de lamentables déplacements de populations dans des conditions souvent inhumaines. Parquées autour de Bakwanga (aujourd'hui Mbuji-Mayi), de Ngandajika et Mwene-Ditu, ces populations brutalement déplacées n'ont ni maisons, ni nourriture, ni écoles, etc. C'est dans ce contexte de déchirements sociaux et psychologiques que les premières élections législatives nationales et provinciales de mai et juin 1960 surprennent les Baluba du Kasai.

Cette situation s'aggrave lorsque le MNC/Kalonji, ayant échoué dans la formation du gouvernement provincial du Kasai, décide de constituer

⁹ Voir, à ce sujet, M.J. Ganshof Van Der Meersch, op. cit. pp. 537-542.

un gouvernement dissident à Bakwanga (Mbuji-Mayi)¹⁰. Il incite, à cette occasion, tous les Baluba à quitter les terres lulua, kete, kuba en vue de rejoindre le bercaïl ancestral. La guerre entraîne donc l'exode des Baluba, rural d'abord et urbain ensuite, malgré les accords du Lac Munkamba et ceux de Bruxelles (Biaya 1984:28).

Au même moment, mais dans une autre province, le Katanga, les Baluba du Kasai subissent le même sort à Elisabethville (Lubumbashi), Jadotville (Likasi), Kolwezi, etc. pour des raisons similaires. Ainsi, chassés des villes lulua au Kasai et des villes du Katanga, les Baluba du Kasai deviennent des "réfugiés" dans leur propre province et dans leur propre pays. Beaucoup d'entre eux choisissent d'émigrer vers d'autres provinces et essentiellement vers Léopoldville, la capitale du pays. Partout, on les reçoit, non pas en compatriotes, mais plutôt en "réfugiés de Bakwanga", du nom du centre diamantifère le plus important du Zaïre, situé sur leur territoire d'origine.

Cette guerre civile entre les frères Lulua et Baluba, déclenchée en 1959, se termine en 1962 avec la création officielle de la province du Sud-Kasai. L'ancienne province du Kasai a donné naissance, lors de la réforme administrative de 1966, à deux nouvelles régions: le Kasai Occidental, où les Lulua sont majoritaires et le Kasai Oriental, où prédominent les Baluba. Ils ont, depuis, cessé de se repousser.

¹⁰ C'est dans ces conditions que naît l'Etat sécessionniste du Sud Kasai, le 8 août 1960. Albert Kalonji en devient le président, puis le Mulopwe (empereur).

Certains d'entre eux vivent paisiblement dans l'une ou l'autre région.

2 - Contamination de la totalité sociale

Le venim guerrier luba-lulua cesse, à partir de 1960, de rester au niveau micro-social kasaïen. Il s'étend, telle une gangrène, à la totalité sociale congolaise, infectant tous les chef-lieux des provinces et un bon nombre d'autres centres urbains. Les premières élections législatives de mai et juin 1960 passent, dans toutes les villes, pour des recensements ethniques. Car, c'est par le groupe ethnique qu'on se relie au processus politique. Et ce, d'autant plus que la lutte électorale se déroule, d'après Paule Bouvier (1965:138), entre des associations ethniques propulsées, à partir de 1958, au rang de partis politiques par le gouvernement colonial.

Outre Luluabourg, Léopoldville, Elisabethville, Stanleyville, Coquilhatville, Bukavu, etc., atteintes de l'effervescence ethno-politique, deviennent des brasiers. A Léopoldville, par exemple, les Bakongo, qui se considèrent comme originaires du lieu, se battent sur deux fronts à la fois en 1960. Contre les Bangala dont le leader Jean Bolikango vise la présidence de la nouvelle république, concurrençant ainsi Joseph Kasa-vubu, leur propre meneur. Contre les groupes ethniques du Kwilu-Kwango et particulièrement contre les Bayaka au niveau provincial, (Young 1968:120).

Notre Kongo, organe de presse de l'Abako, écrit sans détours (in

Young 1968:282): Les Bakongo ont plus confiance en un des leurs, exactement comme ceux du Kasai... Nous le répétons, l'unité est dangereuse". Les Bakongo préconisent donc la formule fédérale pour le Congo indépendant. Une fédération dans laquelle ils inséreront le Kongo central, une province ethnique qu'ils veulent, à tout prix, créer. En cette période d'effervescence ethno-politique, des assassinats et émeutes sont fréquents à Léopoldville. Les victimes sont souvent des Bakongo, des Bangala et des Bayaka.

A Coquilhatville (Mbandaka), les Mongo, "propriétaires" du sol, déclarent noir sur blanc, après les élections municipales de 1959 et législatives de 1960: "la province de l'Equateur constitue une entité fabriquée par la colonisation au mépris des coutumes et des traditions. Aucune base juridique n'impose le maintien des Ngombe et des Mongo dans une même province après le départ des Belges" (Young 1968:328). Ils somment donc les Ngombe de Lisala et les autres groupes ethniques de quitter "leur" ville. Or, les Mongo n'avaient jamais eu, jusqu'en 1950, affirme Crawford Young (1968:119), une forte conscience ethnique.

A Elisabethville et dans d'autres villes du Katanga, les enlèvements, assassinats et émeutes entre la Balubakat (Baluba du Katanga) de Jason Sendwe et la Conakat (Confédération des associations tribales du Katanga) de Moïse Tshombe sont légion (Bouvier 1965:146). Samba Kaputo (1975:3) donne d'autres exemples sur la généralisation du phénomène des violences ethno-politiques. Il écrit textuellement:

En septembre 1960, les Tabwa massacrèrent les Bwari à Kirungu, dans l'actuelle région du Shaba; au mois de mai 1961, un affrontement sanglant opposa les Shi aux Kusu à Bukavu, dans la région du Kivu; au mois d'avril 1962, des bagarres opposèrent les Ntandu aux Ndibu à Kintanu, dans l'actuelle région du Bas-Zaïre. Ce n'était là que le commencement d'un mouvement qui allait s'étendre à d'autres centres du pays.

Cette situation quasi généralisée d'animosité entre les groupes ethniques conduit, en mars 1962, à une nouvelle division administrative du Congo (Zaïre). De six provinces en 1960, le pays en compte vingt-et-une deux ans plus tard. Selon Benoit Verhaegen (1963:11), quatre de ces nouvelles provinces sont mono-ethniques: Kongo central, Cuvette centrale, Sud-Kasaï et Luluabourg. Certaines autres comptent deux, trois ou plusieurs ethnies.

Mais cette procédure, qui fait rigoureusement cas du facteur ethnique, ne résoud en rien le problème de conflit. Au contraire, les foyers de désordres sociaux se multiplient. Et les motifs des conflits, cette fois tribaux, restent les mêmes: le partage inégal des avantages de la civilisation moderne. C'est dans ces conditions que l'Armée intervient, le 24 novembre 1965, et porte le général Joseph Désiré Mobutu au pouvoir. Sans effusion de sang.

CONCLUSIONS -DES DIFFERENCES MODERNES

Nous voici arrivés à la fin de notre travail. Notre objectif fondamental était, rappelons-le, de rechercher et de comprendre les contradictions et antagonismes de la société coloniale. Et ce, afin d'expliquer les conflits ethno-politiques survenus, de 1959 à 1965, dans les villes du Congo Léopoldville (Zaïre), entre les principales classes ethniques.

Que trouvons-nous à la base de tous ces conflits ethno-politiques? La superposition des différences traditionnelles et des différences modernes, selon la théorie Mercier-Bonzon (*in* Samba 1975:5)? La réactivation des antagonismes traditionnels entre les divers groupes ethniques comme l'ont prétendu les représentants de l'idéologie dominante? Les différences modernes découlant de la colonisation et de la modernisation tel que le soutiennent ceux qui analysent la société en tenant compte des processus sociaux fondamentaux sur lesquels se fondent à la fois la conjoncture politique et la discrimination ethnique sous toutes ses formes? Revoyons brièvement ces trois théories en guise de conclusion.

Certains auteurs, tels Suzanne Bonzon, Clyde J. Mitchell et James S. Coleman, trouvent l'origine des conflits ethno-politiques vécus en Afrique post-coloniale dans la réactivation et l'enflammation des sentiments primordiaux d'hostilités traditionnelles entre certains groupes ethniques. Il se pourrait qu'il en soit ainsi de certains de ces conflits.

Dans ce cas, le colonisateur n'aurait fait que les exacerber lors de son règne. Et au Congo belge (Zaire), comme au Burundi et au Rwanda, dit Michel Merlier (1962:177), le colonisateur excellait dans l'art d'utiliser le moindre antagonisme traditionnel.

Or, arguent Samba Kaputo (1975:4) et Crawford Young (1968:108), la plupart des conflits ethno-politiques survenus dans les villes zaïroises opposaient des groupes ethniques qui n'avaient jamais eu de contact avant la colonisation. C'est le cas des Bangala et des Bakongo, des Bashi et des Bakusu qui se sont affrontés respectivement à Léopoldville et à Bukavu. D'autres, tels les Lulua et les Baluba, les Bandibu et les Bantandu, membres d'une même et unique communauté d'histoire et de culture, vivaient en symbiose avant l'agression coloniale. Il a fallu que cette dernière désarticule leurs relations pour qu'ils se dressent les uns contre les autres. Il faudrait donc, dans tous ces cas, ignorer complètement la possibilité de l'existence de l'inimitié traditionnelle.

Certes, les sociétés traditionnelles zaïroises n'étaient pas que des oasis de paix. Les Bakongo et les Bayaka, on l'a vu, étaient souvent en guerre avant la domination coloniale. Cependant, il nous paraît qu'on ne pourrait brandir, avec assurance, l'argument de la résurrection, sous une forme nouvelle, du sentiment d'hostilités traditionnelles, durant la colonisation, entre ces derniers. Car, pour attiser la concurrence économique, l'administration et le patronat, qui utilisent la loi capitaliste de "l'armée industrielle de réserve", les opposent volontairement à Léopoldville (Merlier, 1962:258).

Il nous semble donc plus probable que ces guerres ethno-politiques urbaines post-coloniales ne soient en rien des réapparitions brutales de ces antagonismes ethniques perdus dans les brumes de l'histoire précoloniale des sociétés zaïroises.

Trouveraient-elles alors leur origine dans la puissance d'adaptation des uns à la société coloniale et dans l'inadaptabilité des autres? Parler d'adaptation réussie ou non réussie, dans le contexte colonial, nous semble aberrant. Car, en fait, et nous suivons en cela Samba Kaputo (1975:7),

l'adaptation d'un groupe ethnique à la situation coloniale dépend d'un double faisceau de motivations. Des motivations objectives jouant dans le chef du colonisateur et déterminant son comportement et, dans une moindre mesure, des motivations subjectives qui jouent dans le chef du colonisé et influencent sa réaction.

Cela voudrait tout simplement dire que les différences traditionnelles, même enrichies des différences modernes, ne constituent pas un facteur déterminant dans l'explication du succès ou de l'insuccès social de certains groupes ethniques durant la colonisation et de l'éclosion des conflits ethno-politiques post-coloniaux. Car, accorder crédit à ce genre d'explication, basée sur les différences traditionnelles, serait nier consciemment la réalité fondamentale de la société coloniale. Le colonisateur, qui en est le seul interlocuteur valable, l'organise selon ses intérêts de classe. Sa volonté se substitue à celle du colonisé et définit la finalité de tout projet d'une façon arbitraire et unilatérale.

En définitive, les différences et les antagonismes traditionnels semblent n'être rien d'autres que des critères idéologiques justifiant la domination et l'exploitation de l'ensemble des masses autochtones par la classe capitaliste coloniale. Cette stratégie consiste en la division et en la balkanisation continues des masses ethniques proletarisées. Objectif final: empêcher la formation d'une classe combative unique dotée d'une claire conscience de classe, dangereuse pour la classe impérialo-capitaliste (Merlier 1962:187).

L'importance abusive accordée aux différences et antagonismes traditionnels se trouve ainsi réduite à sa plus simple expression. Comment s'expliquent alors les luttes ethno-politiques, entre les principales classes ethniques, déclenchées en 1959, à la veille de l'indépendance du Zaïre?

Il nous apparaît qu'elles trouvent leur origine principale, si pas unique, dans la colonisation et la modernisation. Compte tenu de leur situation de classe sous le règne colonial, les groupes ethniques infériorisés et dominés tels les Lulua à Luluabourg, les Bashi à Bukavu, les Balamba à Elisabethville (Lubumbashi), les Bayaka à Léopoldville, les Batetela-Eswe à Lodja, etc., craignent d'être ravalés et submergés, après le départ du colonisateur, par les groupes ethniques supériorisés et dominants. Ils décident d'accéder, eux aussi et armes en mains, à l'hégémonie sociale tant convoitée. Ils tiennent à l'arracher à leurs adversaires de classe ethnique.

De leur côté, les groupes ethniques supériorisés et dominants, comme les Baluba à Luluabourg, les Bakusu à Bukavu, les Batetela-Ekonda à Lodja, les Mongo à Coquilhatville (Mbandaka), les Bantandu à Kintanu, les Bwari à Kirungu, etc., jusque là favorisés par l'autorité coloniale, résistent aux assauts des groupes ethniques dominés. Ils tentent de conserver leur hégémonie sociale qu'ils considèrent comme un droit acquis. Car, ils sont habités par le sentiment de l'excellence acquise par l'instruction, la détention des postes prestigieux et leur longue collaboration avec l'agresseur colonial.

Les deux camps, on le voit, ont des intérêts de classes opposés. Ils marchent dans deux directions également opposées. D'où, partout où ils se rencontrent à Léopoldville, à Luluabourg, à Bukavu, etc., ils se heurtent, s'affrontent mortellement entre 1959 et 1965.

Nous relevons deux bases de conflits découlant de la recherche ou de la crainte de l'hégémonie: la base territoriale ou géographique et la base juridique de la majorité numérique. Dans la plupart des cas, le fait, pour une ville, d'être située sur le territoire d'un groupe ethnique déterminé, constitue une source de conflit. Le groupe en question prétend à l'hégémonie. Ainsi en est-il, par exemple, des Lulua qui croient que Luluabourg se trouvant sur leur territoire, ils devraient bénéficier, en priorité, des privilèges économiques, sociaux et politiques qui en découlent. Or, il s'avère que ce sont les Baluba, "étrangers", qui réussissent à acquérir, à Luluabourg, une importance sociale

prépondérante par rapport aux Lulua, "propriétaires du sol". Le même phénomène se produit à Bukavu entre les Bashi, originaires de la ville, et les Bakusu, "étrangers". D'où les longs conflits sanglants entre les classes ethniques dominées et dominantes.

Secundo, la majorité numérique constitue une autre base de revendication d'hégémonie dans une ville. C'est le cas des Baluba qui, en 1958, constituent 56% de la population luluabourgeoise. Mais ils échouent lamentablement aux mains des Lulua (25%) lors des premières élections communales, en décembre de la même année.

Ces deux bases (territoriale et numérique) de revendication de l'hégémonie semblent normales et justes. Mais comment expliquer qu'elles aient conduit à des conflits meurtriers dans plusieurs centres urbains du Zaïre? Comme nous l'avons démontré tout au long de ce travail, l'hégémonie dont se disputent les classes ethniques dominées et dominantes se fonde essentiellement, non pas sur des différences traditionnelles, mais plutôt sur des différences modernes. Il s'agit, partout, des clivages économiques, politiques et sociaux issus de la colonisation et de la modernisation qui correspondent aux clivages ethniques.

Partout, commente Samba Kaputo (1975:11), l'élite ethnique, qui a entre ses mains la grande majorité des postes de commandement et de prestige réservés aux Congolais à l'époque coloniale, est à la fois minoritaire et étrangère à la région dans laquelle se trouve la ville. En

revanche, la population locale, qui a l'avantage du nombre, constitue la masse. C'est dans ce contexte que les conflits éclatent, à la veille de l'indépendance, dans les villes, entre les principales classes ethniques. Et ce, autour des postes prestigieux et surtout du pouvoir d'Etat que chaque classe ethnique voudrait investir et contrôler.

Pourquoi les postes prestigieux et le pouvoir politique sont-ils au coeur de ces affrontements aigus? Suivant l'analyse de Mustapha Benchenane (1983:73-77), l'existence des richesses dans un pays comme le Zaïre crée une compétition entre les différentes classes ethniques. Chacune d'elles cherche à contrôler, pour son compte, l'appareil d'Etat. Celui-ci lui permettra, en s'accaparant au moins une partie de la plus-value rapportée par ces richesses, de se consolider en tant que classe. En fin de compte, écrit Benchenane (1983:74),

les antagonismes ethniques camouflent les luttes pour le contrôle des richesses et du pouvoir. Et le contrôle des richesses passe par le contrôle du pouvoir...

C'est également ce que Mpinga Kasenda (1973:39) dit de la période zaïroise que nous étudions lorsqu'il avance:

L'accession au pouvoir de plusieurs membres d'une ethnie peut modifier le sort économique de celle-ci. On comprend aisément que, dans ces conditions, la lutte entre les ethnies soit très âpre.

Voilà donc: le "tribalisme" dont on peut s'abreuver à satiété dans les médias, quand ils traitent de l'Afrique, est toujours le signe d'autre

chose, le masque de conflits d'ordre social, politique et économique qui s'enracinent dans les sociétés coloniales. L'ethnicité joue donc le rôle d'un filtre à travers lequel passent les luttes de classes et le processus de constitution de classes sociales.

Au Zaïre des années 1959-1965, ces luttes ethno-politiques désastreuses sont incontestablement la conséquence logique et prévisible des contradictions internes à la société coloniale belge (Young 1968:107). Contradictions créées et exacerbées volontairement par le triumvirat colonial lui-même. Résumons-les:

Primo, après avoir rassemblé, dans un Etat artificiellement créé, des communautés d'histoire et de culture différentes, le triumvirat colonial a instauré l'infériorisation des groupes ethniques dotés d'une extraordinaire force de caractère et la supériorisation, par l'instruction et les emplois de prestige, de ceux qui se montraient réceptifs à l'occidentalisation forcée. Il a donc fait de la division ethnique une stratégie politique. Celle-ci s'est révélée, on s'en souvient, suicidaire pour les politiciens congolais.

Secundo, le triumvirat colonial a mis en exergue une élite souvent minoritaire (sauf à Luluabourg) et étrangère au lieu d'implantation des centres politiques, économiques et idéologiques (écoles, églises, etc.). Et ce, en réduisant la population locale en simple masse.

Tertio, au moment de la montée du nationalisme, généralement

incarné et véhiculé par l'élite de "ses groupes ethniques élus", le triumvirat colonial s'est dissocié, à partir de 1954, de ces derniers. Et ce, afin de dorloter, soutenir et soulever les groupes ethniques jusqu'à infériorisés et dominés contre les premiers, en les accusant "d'hégémoniques et d'orgueilleux". On se rappelle assurément le traitement qu'il a administré aux Bakongo, aux Baluba du Kasai et aux Bakusu entre 1954-1960.

Quarto, pour empêcher l'éclosion de la conscience nationale, gage de la cohésion et de la libération nationales, le triumvirat colonial a suscité la création des associations ethniques, accoucheuses des consciences ethniques antinomiques et donc de conflits.

Quinto, enfin, pour affaiblir et même rendre nulle l'intensité des attaches familiales et surtout la forte personnalité qui les caractérisait et ainsi étouffer toute tendance nationaliste, le colonisateur a instauré la balkanisation ethnique. Il a fractionné les grandes ethnies tels les Bashi, les Bapende, les Baluba, les Bakongo, les Bayaka, etc. "en une myriade de petits espaces sociaux qu'il a érigés en autant de races, de tribus et d'ethnies", pour parler comme Jean-Loup Amselle (1985:38).

Ces contradictions et antagonismes de la société coloniale ont conduit aux conflits ethno-politiques post-coloniaux que l'on connaît. Cependant, contrairement à ce que l'on peut croire, ces conflits meurtriers des années 1959-1965, loin de constituer un danger permanent pour l'unité, présentent une utilité sociale pour le Zaïre. Ils

ont révélé aux 250 communautés d'histoire et de culture composant le pays combien elles avaient intérêt à réaliser l'unité nationale. Les traditions d'hostilité, de mésestime et d'incompatibilité disparaissent de plus en plus. Le pays dispose maintenant d'élites nationales suffisamment nombreuses, expérimentées et intégrées dans les cadres de l'administration publique, des forces armées, de l'université et de l'éducation en général (Van Bilsen 1970:17).

C'est dire que les consciences ethniques antinomiques se transforment graduellement, depuis deux décennies, en conscience nationale. Le pays semble se diriger lentement vers la constitution d'un Etat-nation. L'identification nationale du Zaïre reste, bien sûr, ~~déterminée par l'héritage colonial. Mais elle est, avant tout,~~ l'expression de la volonté de cohabitation des Zaïrois eux-mêmes dans un Etat unitaire transethnique. C'est là le vœu suprême de Lumumba et ce pourquoi il fut assassiné (Ziegler 1978:116-118). Mobutu tente de le réaliser depuis 1965.

Est-ce à dire que toutes les frictions ethniques sont à jamais enterrées au Zaïre? Les obstacles que tout pluralisme ethnique oppose à la création d'un Etat-nation ou d'une nation ne tombent pas tous d'un seul coup. Et il a toujours été difficile, partout, de venir à bout des discordes que fait jaillir le conflit entre la fidélité ethnique et la fidélité nationale. Mais il nous semble que deux grandes difficultés annihilent les efforts pour le projet national. Il s'agit des incursions et ingérences, dans les affaires du Zaïre, des marchands d'idéologie de

tout bord et de l'égocentrisme de la classe politique actuelle du Zaïre.

Mais ces conflits ethno-politiques n'ont pas fait que préserver la vitalité du peuple zaïrois. Ils ont, par ailleurs, incité les groupes ethniques infériorisés et dominés à être conséquents avec eux-mêmes. Ceux-ci ont rompu avec les aspects moins "progressistes"¹ du passé. Ces conflits ont, en définitive, fait supprimer les dominations ou les monopoles ethniques et instaurer une certaine égalité entre les groupes ethniques.

¹ Ceux qui ne voulaient pas aller à l'école moderne se sont rendus à l'évidence. L'école distribue les pouvoirs et les statuts sociaux qui furent à l'origine des conflits ethno-politiques urbains au Zaïre.

BIBLIOGRAPHIE

- Amselle, J.L. et Mbokolo, E., Au coeur de l'ethnie: ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, Ed. La découverte, 1985.
- Balandier, G., Sociologie actuelle de l'Afrique noire, 2^e édition, Paris P.U.F., 1955.
- Balandier, G., "Problématique des classes sociales en Afrique noire", Cahiers Internationaux de sociologie, Janvier-juin 1965, Vol. 38, pp. 131-143.
- Balandier, G., "Déséquilibres socio-culturels et modernisation des pays sous-développés", Cahiers Internationaux de Sociologie, Janvier-juin 1956, Vol. 20, pp. 30-40.
- Benchenane, M., Les coups d'Etat en Afrique, Paris, Ed. Publisud, 1983
- Bernier, B., Elbaz, M. et Lavigne, G., "Ethnicité et luttes de classes", Anthropologie et Sociétés, 1978, Vol. 2, N° 1, pp. 15-60.
- Bezy, F., Peemans, J.P. et Wautelet, J.M., Accumulation et sous-développement au Zaïre (1960-1980), Bruxelles, Presses Universitaires de Louvain, 1981.
- Biaya, T.K., "L'histoire contemporaine des Lulua", Jewsiewicki, B. (éd.), Etat Indépendant du Congo, Congo belge, République Démocratique du Congo, République du Zaïre? Ste Foy, Ed. SafiPress, 1984.
- Bonzon, S. "Modernisation et conflits en Afrique noire", Revue Française de Science Politique, octobre 1967, Vol. 17, N° 5, pp. 862-888.
- Boone, O., "Carte ethnique du Congo belge et du Rwanda-Urundi", Zaire, 1954, Vol.8, N° 5, pp. 3-18.
- Bouvier, P., L'accession du Congo belge à l'indépendance, Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 1965.
- Brémond, J. et Gélédan, A., Dictionnaire économique et social, Paris, Librairie Hatier, 1981.
- Chomé, J., Le drame de Luluabourg, Bruxelles, Ed. Remarques congolaises, 1959.
- Chrétien, J.P., "Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi", Amselle, J.L. et M'bokolo, E., Au coeur de l'ethnie: ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, Ed. La découverte, 1985.

Coleman, J.S., "The Character and Viability of African Political Systems", The United States and Africa, American Assembly, 1958.

Cornevin, R., Histoire du Congo Léopoldville-Kinshasa, 3^e éd., Paris, Ed. Berger-Lévrault, 1970.

Coulson, M., et Riddell, C., Devenir sociologue, Montréal, Ed. Coopératives Albert Saint Martin, 1981.

Demunter, P., Luttes politiques au Zaïre: le processus de politisation des masses rurales du Bas-Zaïre, Paris, Ed. Anthropos, 1975.

Demunter, P., "Structures de classes et luttes de classes dans le Congo colonial", Contradictions, 1972, N^o. 1, pp. 67-109.

Denis, J., Le phénomène urbain en Afrique centrale, Bruxelles, Ed. A.R.C., 1958.

Diakanua, A., "L'Abako et le nationalisme congolais", Etudes congolaises, Octobre-décembre 1969, N^o. 4, pp. 3-35.

Elbaz, M., "Ethnicité et divisions de la classe ouvrière dans les sociétés multi-ethniques", in Juteau-Lee, D. (éd.), Frontières ethniques en devenir, Ottawa, Ed. de l'Université d'Ottawa, 1979, pp. 37-56.

Emerson, R., From Empire to Nation, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1960.

Eynikel, H., Congo belge, Bruxelles-Gembloux, Ed. Duculot, 1984.

Fougeyrollas, P., Sciences sociales et marxisme, Paris, Payot, 1980.

Gluckman, M., "The tribalism in Modern British Central Africa", Cahiers d'Etudes Africaines, Janvier 1960, N^o. 1, pp. 55-70.

Harnecker, M., Les concepts élémentaires du matérialisme historique, Bruxelles, Ed. Contradictions, 1974.

Ilunga Kabongo, A.R. "Crise politique: concept et application à l'Afrique", Cahiers Economiques et Sociaux (Léopoldville), octobre 1965, Vol. 3, N^o. 3, pp. 321-338.

Jalée, P., L'exploitation capitaliste, Paris, Ed. François Maspero, 1981.

Juteau-Lee, D., "La production de l'ethnicité ou la part réelle de l'idéal", Sociologie et Sociétés, 1983, Vol. 15, N^o. 2, pp. 39-54.

Kanza, T.R., Le Congo à la veille de l'indépendance, Bruxelles, Ed.

Remarques congolaises, 1959.

Lacroix, J.L., Industrialisation du Congo, Paris. La Haye, Mouton, 1966.

Legum, C., Congo disaster, Baltimore, Ed. Penguin Books, 1961.

Lukacs, G., Histoire et conscience de classe, Paris, Ed. de Minuit, 1960.

Lux, A., "Luluabourg: migration, accroissement et urbanisation de la population congolaise. I, Peuplement", Zaire, 1958, Vol. 12, Nos 7-8, pp. 675-724.

Mabika Kalanda, A., Baluba et Lulua: une ethnie à la recherche d'un nouvel équilibre, Nender-Liechtenstein, Ed. Krauss, Reprint, 1970.

Mabika Kalanda, A., La remise en question: base de la décolonisation mentale, Bruxelles, Ed. Remarques africaines, 1969.

Marx, K. et Engels, F., Manifeste du Parti communiste, Moscou, Ed. du Progrès, 1978.

Marx, K. et Engels, F., L'idéologie allemande, Paris, Ed. sociales, 1976.

Marx, K. et Engels, F., La sainte famille, Paris, Ed. sociales, 1972.

Mercier, P., "Remarques sur la signification du tribalisme actuel en Afrique noire", Cahiers Internationaux de Sociologie, juillet-décembre 1961, Vol. 61, pp. 61-80.

Mercier, P., "Les classes sociales et les changements politiques récents en Afrique noire", Cahiers Internationaux de Sociologie, Janvier-juin 1965, Vol. 38, pp. 143-154.

Merlier, M., Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance, Paris, Ed. François Maspero, 1962.

Merriam, A.S., "The concept of Culture Applied to the Belgian Congo", South Western Journal of Anthropology, 1959, Vol. 15, No. 4, pp. 373-395.

Mitchell, J.C., The Kalela Dance, Manchester, Manchester University Press, 1956.

Mpinga K., L'administration publique du Zaïre, Paris, Ed. A. Pedone, 1973.

Mwela, M., "Role de l'immigration dans l'évolution d'une société"

Zaire-Afrique, Février 1987, N° 212, pp. 103-116.

N'Krumah, K., Class Struggle in Africa, New York, International Publishers, 1970.

Poulanzas, N., Pouvoir politique et classes sociales, Paris, Ed. Maspéro, 1978.

Rocher, G., Introduction à la sociologie générale, 2^e édition, Montréal, Ed. Hurtubise HMH, 1969.

Rousseau, J., "Classe et ethnicité", Anthropologie et Sociétés, 1978, Vol. 2, N° 1, pp. 61-69.

Samba, K., "Phénomène d'ethnicité et conflits ethno-politiques dans les centres urbains du Zaïre", Etudes zaïroises, juillet-septembre 1975, N° 3, pp. 3-12.

Sartre, J.P., "Préface", Memmi, A., Portrait du colonisé, Montréal, Ed. L'étincelle, 1972.

Skinner, E.P., "Strangers in West African Societies", Africa, October 1963, Vol.33, N° 4, pp. 307-320.

Stavenhagen, R., Les classes sociales dans les sociétés agraires, Paris, Ed. Anthropos, 1969.

Tiker-Tiker, "Rétention de la population rurale et aménagement du territoire au Zaïre", in Havet, J. (éd.), Le village et le bidonville: Rétention et migration des populations rurales en Afrique, Ottawa, Ed. de l'Université d'Ottawa/IDIC, 1986, pp. 209-223.

Toffler, A., La 3^{ème} Vague, Paris, Ed. Denoël, 1980.

Tshibangu, A., La technique de nomination dans le statut des villes, Mémoire de licence en sciences politiques et administratives, Université Lovanium, Léopoldville, 1958.

Tshimanga, W.T., Histoire du Zaïre, Bukavu, Ed. Ceruki, 1976.

Turner, Th., "L'ethnie Tetela et le MNC/Lumumba", Etudes congolaises, octobre-décembre 1969, N° 4, pp. 36-57.

Van Bilsen, A.A.J., Vers l'indépendance du Congo et du Rwanda-Urundi, Kinshasa, Presses universitaires du Zaïre, 1977.

Van Der Meer, W.J.G., Fin de la souveraineté belge au Congo, Bruxelles, Ed. Institut royal des relations internationales, 1963.

Van Zandijcke, A., Pages d'histoire du Kasayi, Paris-Namur, Ed. Grands Lacs, 1953.

- Vansina, I., Introduction à l'ethnographie du Congo, Kinshasa, Editions universitaires du Congo, 1966.
- Verhaegen, B. (éd.), Kisangani 1876-1976, Histoire d'une ville, Kinshasa, Presses universitaires du Zaïre, 1975.
- Verhaegen, B., "Présentation morphologique des nouvelles provinces", Etudes congolaises, Avril 1963, N°. 4, p. 1-24.
- Verhulpen, E., Baluba et Balubaïsés du Katanga, Anvers, Ed. l'Avenir belge, 1936.
- Weber, H., Marxisme et conscience de classe, Paris, Union générale d'éditions, 1975.
- Willame, J.C., "Les provinces du Congo: Structures et fonctionnement: Nord-Kivu et Lac Léopold II", Cahiers Economiques et Sociaux (Léopoldville), octobre 1964, N°. 3, pp. 3-20.
- Young, C., Introduction à la politique congolaise, Bruxelles-Léopoldville, C.R.I.S.P./Editions universitaires du Congo, 1968.
- Ziegler, J., Main basse sur l'Afrique, Paris, Ed. du Seuil, 1978.
- Ziegler, J., Retournez les fusils, Paris, Ed. du Seuil, 1981.

Imprimé par DATEX Services

4-83, rue Clarence
Ottawa, Ontario
(613) 234-7745